

FR. 4<sup>1</sup> 34463 2.

CASE  
TRC  
25205

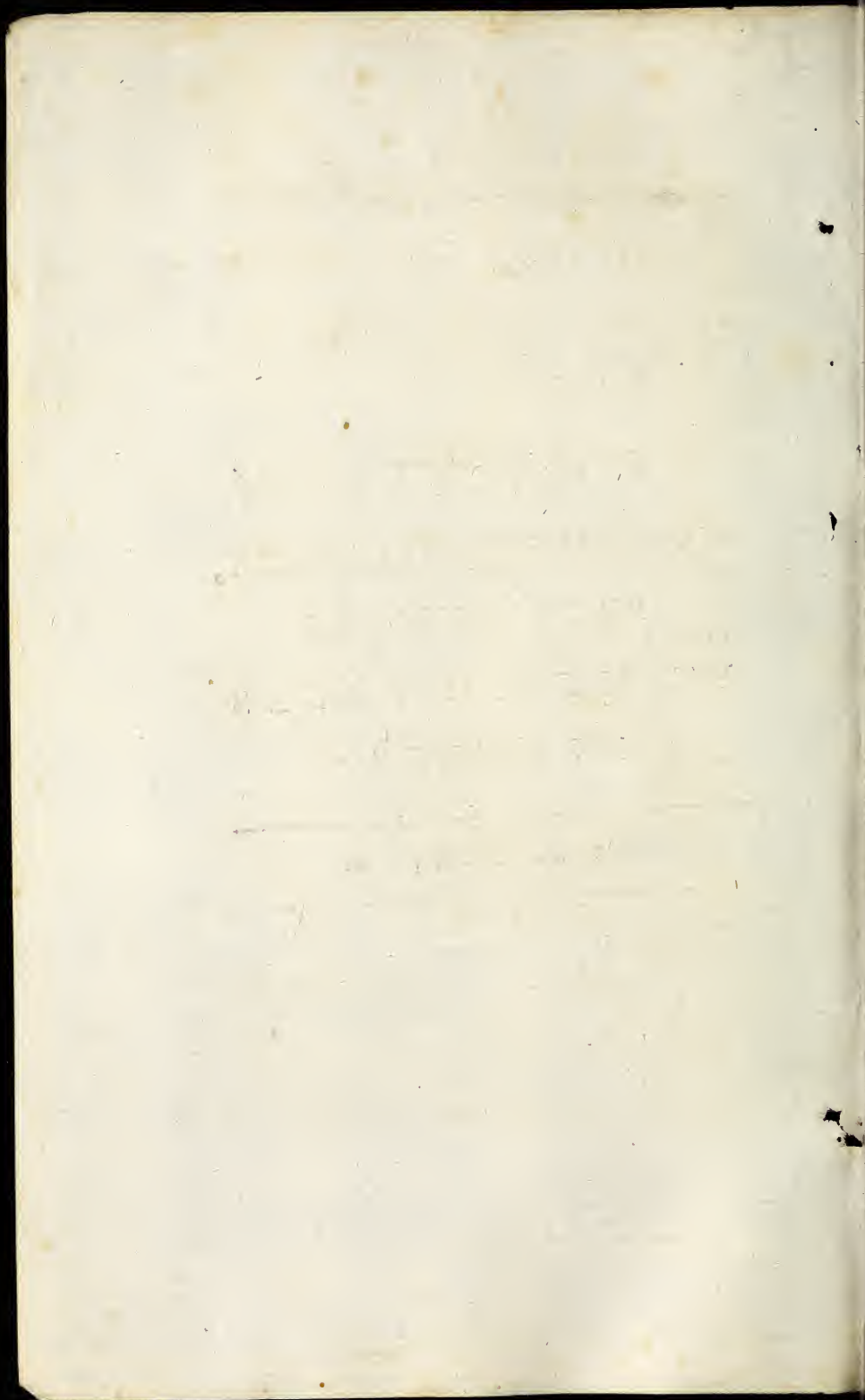
FORMATION  
DES ASSEMBLÉES NATIONALES,  
PROVINCIALES  
ET MUNICIPALES  
EN FRANCE.

---

PAR M. SERVAN.

---

THE NEWBERRY  
LIBRARY



---

## RÉFLEXIONS SUCCINTES

*Sur le plan proposé par le nouveau Comité de  
Constitution pour la formation des Assem-  
blées Nationales.*

---

AVANT de proposer mes réflexions sur la méthode de former les assemblées Nationales, Provinciales & Municipales, je parlerai du plan proposé par le nouveau Comité de constitution : ce plan, si je puis ainsi dire, a tout l'air du *mieux* ; mais je doute qu'il soit *bien* ; & voici quelques inconvéniens qui m'ont le plus frappés.

On fait que dans ce projet on propose de diviser la France en quatre-vingt départemens d'une égale étendue, & ces départemens en districts égaux aussi.

1°. En supposant que l'avantage de l'ordre public exigeât de diviser la France en parties égales, il me semble que de ces trois quantités, l'étendue, la population & la richesse, la première étoit celle à laquelle il falloit le moins

s'attacher , & la population au contraire celle qui devoit attacher le plus.

Il y auroit de ceci une raison assez simple : le rapport d'égalité dans la population , indique au moins , à quelque chose près , le rapport d'égalité dans les richesses ; il est assez prouvé dans l'économie politique que la population & la richesse sont des signes réciproques l'une de l'autre.

Mais l'étendue du territoire n'eût jamais & ne peut avoir par elle-même aucun rapport avec ces autres quantités ; la population & la richesse de dix lieues de montagne ne ressembleront jamais à celles de dix lieues de plaines fertiles.

Ainsi , à se former un point de règle de diviser également le Royaume , il semble qu'il falloit du moins adopter une méthode de division qui répandoit d'abord des lumières utiles.

On répondra , je le sens bien , qu'on a préféré la division de la France par les portions de l'étendue , parce que c'est la seule mesure invariable & fixe.

Mais je demanderai toujours , pourquoi l'on choisiroit un mode de mesure qui n'apprend rien , n'est utile à rien ; & pourquoi l'on ne



préféreroit pas la mesure de la population , qui présente à une nation un grand fait , & une grande leçon ; soit que cette mesure varie ou ne varie pas : une mesure telle enfin qu'elle seroit plus utile en laissant appercevoir ses variations , que celle de l'étendue , en n'en subissant aucune.

2°. Mais abrégeons , & venons à une autre question plus décisive : est-il vraiment utile à l'ordre public , de diviser la France en parties égales , sous quelque rapport que cette égalité soit considérée ?

Je voudrois qu'on ne confondît pas plus la *similitude* avec l'égalité dans l'ordre moral , qu'elle n'est confondue dans l'ordre physique par son sublime Auteur : voyez la nature : les êtres de même espèce sont tous composés de parties inégales , mais similaires ; les portions distinctes de chaque corps diffèrent par leur étendue , par leur forme ; & se ressemblent par leur organisation & leur plan intérieur.

Appliquons ceci à l'ordre moral & politique : que la France soit divisée en Provinces inégales ; peu importe cette différence : mais que toutes les Provinces aboutissent également à une assemblée Nationale , comme à leur centre , voilà une *similitude* essentielle.

Que chaque Province soit composée de districts inégaux ; la différence aura peu d'inconvéniens ; mais que tous ces districts répondent & participent selon leur population & leur richesse aux États de leur Province ; la similitude est importante.

Que tous ces districts enfin comptent des communautés, des villes, des villages, plus ou moins riches, plus ou moins nombreux, plus ou moins étendus : qu'importe ? pourvu que toutes ces communes soient gouvernées sur le plan du même régime municipal.

C'est ainsi qu'avec des parties par-tout inégales, la France peut facilement ne s'organiser que de parties similaires ; & c'est ainsi que la nature cachant dans ses ouvrages la similitude, de l'organisation de toutes les parties, par l'inégalité dans leur étendue, forme des chefs-d'œuvre dont la variété étonne l'esprit humain, & ne lui laisse découvrir d'unité que dans le but ; tandis que nos arts affectant une égalité rigoureuse, une symétrie sévère dans les parties de leurs ouvrages, parviennent à nous dégoûter d'un ordre qui ne semble vouloir diriger nos idées que pour les énerver en les resserrant.

3°. Une réflexion certainement qui n'aura

point échappé à l'assemblée Nationale , c'est l'inexactitude inévitable de cette division du territoire ; elle aura lieu , même d'un grand département à l'autre , encore plus de district à district , de canton à canton ; & ce projet est une de ces idées dont l'apparente simplicité frappe dans la théorie , & dont l'exécution est presque impossible avec quelque précision.

4°. De tous les inconvéniens de ce projet , celui de l'inexactitude dans la division est le moindre sans doute ; mais le plus grand , le plus insupportable dans ce moment , c'est la lenteur inévitable de son exécution.

Pendant que des géographes planteront des jalons , & que des géomètres calculeront des angles , que fera la France ? que deviendra l'établissement des municipalités , des Etats Provinciaux , le dernier espoir de la Nation , le seul ressort capable de remonter cette vaste machine affaissée sous ses propres efforts & sous les ruines dont elle s'est elle-même , en quelque sorte , accablée ? Que deviendront le rétablissement des impôts , leur perception ? Que deviendront l'attente des créanciers de l'Etat , & les derniers vœux de tous les bons citoyens ?

Dira-t-on à tous ces hommes ; attendez que

la France soit mesurée & divisée ? le dira-t-on à la horde menaçante des mendiants , devenus brigands par la plus impérieuse des loix ; celle de la nécessité ? Eh ! Grand Dieu , restons comme nous sommes , si pour changer il faut périr ! Toute attente , tout délai pour la constitution des municipalités & des États Provinciaux est un coup de poignard dans le sein de la patrie.

Je ne veux point m'appesantir sur les objections , mais je fais encore ce raisonnement.

Ou le plan proposé doit se lier au régime municipal , (& par-là j'entends l'organisation du Gouvernement , des Communautés & des États Provinciaux) ou bien enfin , ce plan d'assemblées élémentaires sera séparé du régime des Municipalités & des États Provinciaux.

Dans le premier cas , la perte d'un temps où chaque minute creuse un abîme à la France , où chaque minute peut contenir un germe de mort pour la patrie , je le répète , cette perte est affreuse à envisager ; elle est inconcevable à méditer froidement en projet.

Mais enfin , a-t-on bien réfléchi à la difficulté morale de séparer les habitans de la même province , & de les unir avec ceux des pro-



vinces différentes ? La différence de langage , d'habitudes , de mœurs même , l'a-t-on comptée pour rien ? C'est un malheur connu dans toutes nos provinces , fruit des vices de notre ancien Gouvernement , & peut-être aussi de la nature du cœur humain ; mais enfin , quiconque a un peu d'expérience de ce qui se passe , fait que de province à province , de canton à canton , de communautés à communautés , il existe depuis des siècles , des divisions , des espèces de haines héréditaires , que les enfans sucent avec le lait , & qui semblent attachées au territoire comme les fruits qu'il produit. De bonne foi , est-ce aujourd'hui le moment de rétablir dans tous les cœurs la morale publique , & d'y redresser ce grand ressort de l'intérêt général , faussé par les efforts de huit siècles & de quarante rois ? Ah ! ne voulons-nous donc rien laisser faire au temps , & nous jugerons - nous plus puissans que la nature , qui semble lui confier le développement de tous ses ouvrages , en ne se réservant pour elle que son plan ?

Non , non , ce tems n'est pas encore venu , où le Breton , le Gascon , le Normand & le Limousin , ne seront tous que des François : laissons-les encore être ce qu'ils sont : faisons mieux , tirons parti de leurs préjugés , & rendons - les d'abord citoyens de la France à force d'être ci-



toyens de leur province : c'est bien assez de porter la destruction dans les loix ; gardons-nous de toucher à tout ce qui tient aux habitudes, aux mœurs même, & n'oublions jamais cette grande vérité écrite par Montesquieu, *que le peuple est plus sensible à la violation de ses coutumes qu'à celle de ses droits.*

Enfin, dira-t-on, que la division de la France en quatre-vingt départemens égaux, ne concerne que les assemblées Nationales, & n'a point de liaison avec le régime des Municipalités & des Etats Provinciaux ?

Mais ce seroit bien alors qu'on introduiroit dans l'Etat deux ordres de choses, qu'il se contrarieroit d'autant plus qu'ils paroissent destinés par leur nature même à se prêter un secours mutuel.

Je bornerai là mes observations à l'égard du plan nouveau du comité de constitution : & je proposerai maintenant quelques idées sur un système de *représentation nationale.*

Mais comme le droit de *représentation*, n'a pour fondement que le principe de la *volonté générale*, & pour but que l'établissement & le maintien d'une constitution légitime & sage, je jetterai auparavant un coup d'œil sur ces objets.

---

## RÉFLEXIONS PRÉLIMINAIRES

*Sur la légitimité & la sagesse d'une constitution ;  
& sur l'étendue du principe de la volonté générale  
& du droit de représentation.*

---

**I**L ne faut point confondre une constitution légitime & une constitution sage ; la constitution peut être légitime sans être sage ; elle pourroit être sage sans être légitime.

La constitution est légitime quand elle est établie par la puissance qui peut seule faire un tel ouvrage : la nation même. Une constitution est sage quand elle combine les pouvoirs d'une manière propre au but que les hommes se sont tous proposés dans l'institution de la société civile.

Il est donc vrai qu'une nation ignorante & trompée pourroit établir très-légitimement la constitution la plus vicieuse ; tandis qu'un despote avec un cœur sublime pourroit établir la constitution la plus sage.

En considérant ces deux caractères de toute constitution politique , on apperçoit combien il est difficile de les concilier ; combien la légitimité & la sagesse peuvent se nuire dans l'ouvrage même qu'elles devraient former & maintenir ensemble.

La légitimité de la constitution ne dépend que de la volonté de tous : & sa sagesse dépend plutôt des vues d'un seul ou de quelques-uns ; en sorte que , pour rendre une constitution légitime & sage , il faudroit , s'il étoit possible , que le peuple eût des lumières aussi étendues qu'un législateur , ou que le législateur eût des intentions aussi droites qu'un peuple. Mais peut-on jamais espérer la sagesse dans le peuple ou la rectitude dans un législateur ?

Si l'on répond qu'il n'est pas nécessaire pour une constitution légitime , que tout un peuple fasse lui-même des loix , & qu'il suffise qu'il les approuve ; cette explication ne fait qu'éloigner la difficulté sans presque l'effoiblir : n'est-il pas en effet à-peu-près aussi difficile pour un peuple , d'approuver sincèrement de bonnes loix que de les faire lui-même ?

Le principe de la *volonté générale* , dont on a fait tant d'usage aujourd'hui , est sans contredit le seul qui dans la théorie puisse contenter la

raison à l'égard de la légitimité & de la sagesse de l'institution des loix politiques & civiles ; mais il faut convenir que dans son application aux Gouvernemens humains , ce principe offre à tous les pas de très-grandes difficultés : chez un grand peuple & dans un Gouvernement monarchique , ces difficultés ne peuvent être levées que par l'institution du *droit de représentation* : mais ce droit très-nouvellement reconnu ( ce qui est assez singulier en morale ) chez des hommes très-anciens , ce droit offre lui-même tant d'inconvéniens , que Montesquieu a mieux aimé parler des monarchies , comme si elles pouvoient exister légitimement sans exercer le droit de *représentation* ; tandis qu'après lui , Rousseau a déclaré avec sa rigueur ordinaire , que même avec l'exercice de la représentation nul Gouvernement légitime ne pouvoit subsister.

En général , le défaut de Montesquieu en politique est d'avoir remonté trop légèrement de quelques faits à ses principes ; & le défaut de Rousseau est , au contraire , de conclure trop sévèrement de ses principes contre les faits ; l'opinion qui résulte des principes de Montesquieu , sur la légitimité du Gouvernement monarchique indépendamment de l'exercice du droit de la *représentation nationale* , n'a plus guère de partisans ; & l'opinion qui découle des



principes de Rousseau contre la légitimité de tout Gouvernement , malgré l'exercice de la représentation , est démentie par les plus célèbres exemples ; ceux de l'Angleterre & des Etats-Unis.

En prenant le point du milieu , entre ces deux hommes , dont l'un paroît avoir voulu tout expliquer & tout concilier , & l'autre tout censurer & tout détruire ; on avouera qu'il faut , sans balancer , adopter dans la morale politique , le principe de la volonté générale ; mais en même temps , on conviendra que ce principe , dans son application au droit de *représentation* ne peut produire que des résultats d'approximation.

En tout genre de connoissances , mais surtout dans la politique approcher du but est le vrai but de la raison & de la sagesse humaine. Ainsi l'exercice de la *représentation* sera regardé comme un droit légitime , mais en même temps comme un modèle imparfait de la volonté générale elle-même ; & sans s'arrêter aux inconvéniens attachés à la nature , même de la *représentation* , on s'occupera seulement , si l'on est sage , à corriger les imperfections qui ne lui sont qu'accessoires. En un mot , on partira de ce grand principe , que tout ce qui est vraiment nécessaire



( 15 )

est bon ; & dans une grande & ancienne nation ,  
l'on se gardera bien de mettre en question ,  
si , pour suivre rigoureusement le principe de la  
volonté générale , il est nécessaire de n'avoir que  
de petits Gouvernemens.



---

PRINCIPES  
SUR LA REPRÉSENTATION NATIONALE.

---

*Ce que c'est qu'une Nation.*

**A**VANT d'établir quelques principes sur la représentation Nationale, il est bon d'expliquer ce que c'est qu'une Nation.

Une Nation n'est point une simple agrégation d'hommes ; elle ne peut pas même être considérée comme une grande société composée de ces petites sociétés qu'on appelle *familles* : une grande Nation agricole , livrée nécessairement à tous les commerces , à tous les arts , doit être regardée comme un grand corps composé de plusieurs petits corps particuliers ; & ces corps ne sont pas les familles : mais les classes des citoyens , qui comprennent une même profession , ou plusieurs professions de même espèce.

C'est du rapport & de l'action réciproque de ces corps particuliers , que résulte le corps moral d'une nation ; comme un corps physique organisé n'est que le résultat unique des rapports

rapports & de l'action réciproque des ses parties constitutives.

Si le rapport des corps particuliers , si l'action réciproque qui en résulte sont tels , que la Nation remplisse l'objet de son institution ; on dit que cette Nation est bien constituée ; sinon sa constitution est vicieuse.

Avant toute constitution politique , toute Nation pourroit être considérée comme ayant une constitution propre , bonne ou mauvaise , heureuse ou malheureuse ; & comme celle de tout individu physique ; le sort de cette constitution ne dépend que de la proportion de ses parties ou du rapport entre les diverses classes des citoyens.

La constitution politique a de si grands rapports avec la constitution du corps d'une Nation ; que si l'ordre ou le système des pouvoirs politiques ne s'accorde point avec la proportion ou le système le plus convenable aux diverses classes qui composent cette Nation ; cette contradiction ruine presque infailliblement à la fois la Nation & son Gouvernement.

C'est ainsi qu'en France les pouvoirs politiques accordés , tantôt à la noblesse , tantôt à la magistrature , & toujours au clergé , ont totalement bouleversé les véritables proportions ;

& le juste système qui convenoit aux diverses classes dont notre Nation est formée ; de - là , la confusion de tous les citoyens , l'avilissement des plus nécessaires , l'élévation des plus inutiles , & la considération même accordée aux plus pernicioeux ; de - là , le déplacement des richesses avec celui des citoyens , le dérèglement des opinions , la corruption des mœurs , & la décadence enfin de l'Etat & du Gouvernement.

---

*Des différentes classes qui composent une Nation ,  
& de leur principal rapport entre elles.*

---

**S**I l'on considère une Nation , dans l'état même le plus simple , on y trouve des cultivateurs , des artisans & des négocians : ces classes auront des intérêts communs & des intérêts différens ; mais par la nature du cœur humain , chaque classe s'occupant d'abord & par préférence de la liberté & de la propriété de ses membres , tendra toujours à augmenter l'une & l'autre , aux dépens de celles des autres classes.

Si vous réunissez tous ces citoyens des diverses classes dans une seule assemblée Natio-



nale , en accordant à chacun un droit égal de suffrage , ne doutez pas que la classe qui , par le nombre supérieur de ses membres , réunira la pluralité des suffrages , n'opprime à la fin toutes les autres : en vain lui représenteront-elles qu'elle tend à se ruiner elle-même , & que dans une société civile les débris de toute ruine retombent sur le destructeur & l'écrasent à son tour : le cœur humain toujours emporté par la vue de l'avantage présent , n'est pas même corrigé par la plus longue expérience des maux qui le suivent.

Une conséquence évidente de ceci est , que dans toute assemblée Nationale , il est juste , il est nécessaire , que les classes diverses de citoyens aient un nombre de voix , ou bien une manière de voter , telle que chaque classe soit toujours assez forte pour se défendre contre les autres & toujours trop foible pour les opprimer.

De cette institution indispensable au but de toute assemblée Nationale , résultent l'équilibre & l'harmonie ; car chaque classe voyant qu'elle ne peut faire dominer son intérêt particulier , toutes alors sont forcées de se réduire à l'intérêt vraiment général ; celui de la liberté & de la propriété de tous.

L'application de ces principes n'est pas dou-



teuse ; dans une Nation trop nombreuse pour s'assembler elle-même , il est clair que les représentans ne peuvent représenter que les classes même , & non pas des individus séparés de chaque classe.

Car , supposez qu'un représentant fût nommé comme tel par des individus de différentes classes , il seroit donc chargé de porter à l'assemblée Nationale des intérêts & des volontés différentes ; ce qui est aussi absurde , que de supposer un homme animé de plusieurs volontés à la fois.

Il suit de - là , que *dans une assemblée de Représentans , leur nombre & leur manière de voter doivent être combinés , de manière que nulle classe ne puisse être opprimée par les suffrages des autres.*

---

*De la réduction des classes dans une assemblée Nationale.*

---

**S**I vous assembliez séparément tous les députés des cultivateurs de la société civile d'un côté , tous ceux des négocians de l'autre , enfin , tous ceux des artisans , il est évident que chaque assemblée , pour délibérer complètement

& équitablement sur ses intérêts communs ;  
devroit admettre des députés de chaque profes-  
sion qui en fait partie.

Ainsi dans l'assemblée des cultivateurs , les  
propriétaires des pâturages , ceux des vignobles ,  
ceux des terres labourables , ceux des bois &  
des forêts , &c. auroient des députés différens ,  
pour représenter leurs différens intérêts & balan-  
cer les intérêts contraires.

Dans l'assemblée des négocians , on verroit  
les négocians en gros , nommer des députés  
différens de ceux des marchands en détail ; &  
ces députés seroient encore différens selon cha-  
que espèce de commerce ; les négocians avec  
une contrée de l'orient , n'auroient point les  
mêmes députés que ceux qui négocient seule-  
ment avec une contrée de l'occident , &c.

Dans l'assemblée des artisans , la première  
distinction seroit celle des artistes & des arti-  
sans ; ces hommes qui emploient plus ou moins  
d'intelligence pour mettre en œuvre les pro-  
ductions de la nature , ne se laisseroient point  
confondre avec ceux à qui des travaux purement  
mécaniques & dirigés par la routine suffisoient.

La distinction ne se borneroit pas là , & dans  
une telle assemblée , les peintres , les sculpteurs ,

les médecins, les chirurgiens, les physiciens, les gens de lettres(\*) auroient leurs députés particuliers dans la classe des artistes, & chaque espèce d'artisans auroit de même les siens.

Mais si au lieu de former une assemblée particulière de chaque classe de citoyens, vous voulez former au contraire une assemblée générale composée de toutes les classes à la fois, alors la raison & l'ordre indiquent que des divisions excessives n'introduiroient que le désordre, & que dans une telle assemblée l'unique distinction qu'on peut admettre parmi les députés, est celle du genre de leur classe, & non pas de l'espèce de leur profession.

Vous ne reconnoîtriez donc en général dans une assemblée pareille que les députés des cultivateurs, ceux des négocians, & ceux des artisans, sans considérer en eux, ni l'espèce de culture, ni l'espèce de négoce, ni l'espèce d'art qu'ils exercent.

---

(\*) Il ne faut point prendre ici le mot d'artiste dans son acception rigoureuse ; & sous ce mot je comprendrois ces hommes mêmes qu'on appelle *savans*. Dans le fait, tout art libéral a pour principes quelque science, & toute science a pour but la perfection de quelque art mécanique ou libéral.

Cependant , en réfléchissant bien sur les préjugés des hommes , & sur les différences même réelles des choses , on ne peut guères disconvenir que dans cette première division des citoyens , il faudroit encore en admettre une seconde , & distinguer la classe des cultivateurs en deux classes , celle des grands propriétaires & riches cultivateurs , & celle des petits propriétaires & cultivateurs moins riches.

La classe des négocians devroit aussi se diviser en deux autres classes , celle des négocians en gros , & celle des marchands en détail ; enfin , dans la classe des artisans , l'opinion & la raison mettent une différence très-grande entre les artistes & les artisans , & ce seroit deux classes encore qui composeroient la classe des arts.

C'est à ces divisions que je bornerois une assemblée Nationale ; elle seroit ainsi composée des trois classes d'hommes dont les travaux forment la ligne qui circonscrit l'utilité générale ; & la division de chacune de ces classes en deux autres , formeroit encore une séparation suffisante entre les intérêts différens ; & toutes auroient des députés distincts.





---

*Des membres du Gouvernement , considérés comme  
formant une classe dans l'Etat.*

---

**S**i le caractère d'une classe ou d'un ordre dans l'état est l'exercice d'une profession particulière & distinctive , pour l'utilité générale ; nulle profession ne mérite mieux d'être regardée comme un ordre de l'Etat , que celle des hommes employés spécialement par le Gouvernement pour le salut de l'Etat. Ainsi le militaire qui protège les citoyens au dehors , le magistrat qui le protège au dedans , le prêtre qui seconde la paix & l'ordre public , de toute la puissance de la religion , tous ces ministres du Gouvernement doivent être considérés comme un ordre particulier de l'Etat , par l'unité de son but & la distinction de ses moyens.

Sous ce point de vue , cet ordre de citoyens si nécessaire à tous les autres , ne doit-il pas avoir des représentans particuliers , dans une assemblée Nationale ! Oui sans doute , & j'ose avancer que c'est principalement à ce titre , que dans une monarchie où le Roi est le chef de tous les membres du Gouvernement & la source de tous leurs pouvoirs , ce Prince



est regardé comme une partie intégrante de toute assemblée Nationale , & que le vœu général ne peut être vraiment complet sans avoir obtenu ou du moins consulté le sien.

---

*De la proportion entre les Députés des différentes classes.*

---

LA première proportion est celle du nombre des *représentans* avec celui des *représentés* ; j'en parlerai plus bas ; mais je ne dois considérer à présent , que la proportion entre les membres même de l'assemblée Nationale ; elle doit se régler par la nature des intérêts de ceux qu'ils représentent.

Si l'on considère l'intérêt des cultivateurs , des négocians & des artisans , on remarque , il est vrai , de l'opposition dans l'intérêt de chaque classe avec celui des deux autres ; mais on voit aussi qu'il existe un intérêt particulier , lequel unit le négociant & l'artisan secrètement , contre le propriétaire & le cultivateur : cet intérêt est celui d'acheter à bas prix les productions de la culture , pour les revendre beaucoup plus cher.

Cette seule considération indépendamment de

la prééminence que donne à l'agriculture la dignité de la première nourrice de l'Etat, suffiroit pour accorder à la classe des propriétaires & des cultivateurs, la moitié des représentans à l'assemblée Nationale.

Ainsi, en supposant cette assemblée, composée de 720 Députés; 360 seroient formés par les cultivateurs & propriétaires des terres, parmi lesquels 180 représenteroient les propriétaires de terre, depuis la valeur de cent mille livres (\*) & au-dessus; & 180 seroient nommés pour représenter les propriétaires, depuis cent mille livres & au-dessous.

Cent quatre-vingt autres Députés seroient les représentans des négocians, 90 pour le négoce en gros & 90 pour le commerce en détail.

Enfin la classe des artistes (& dans cette classe je comprends les savans, les gens de lettres, les médecins, &c. les artistes proprement dits, peintres, sculpteurs, poètes, &c.) auroit quatre-vingt-dix Représentans; la classe des simples artisans en auroit un pareil nombre.

---

(\*) La livre numéraire n'étant point une mesure fixe, il vaudroit mieux déterminer cette valeur par le nombre des arpens.

*Objections contre ce Plan.*

L'une des plus grandes objections sera sa nouveauté : toute simple qu'est cette idée , on ne connoît aucun exemple d'un pareil mode de représentation nationale , dans les Gouvernemens où le droit de représentation est établi. La Suède est , je crois , la seule qui admette dans ses États les paysans , comme une classe à part : en Angleterre le mode de représentation , de l'aveu même des Anglais , est si inexact , qu'on ne sauroit raisonnablement alléguer son exemple. La constitution d'Angleterre est un Corps très-vigoureux , qui subsiste par la force & l'harmonie de ses grandes parties vitales , malgré la foiblesse & le désordre de quelques parties accessoires ; & pourvu que tout paroisse concourir à faire subsister le tout , les Anglois ne s'inquiètent pas de quelque désordre particulier : en un mot , ils paroissent sentir souverainement le prix de cette maxime , que *le mieux est l'ennemi du bien* ; & le bon ordre leur a coûté si cher , qu'ils ne veulent rien tenter pour en avoir un meilleur.

Quant aux États-Unis , il n'y a guères , jusqu'à présent , qu'un seul ordre dominant , celui des cultivateurs ; & leur législation n'a pas songé à remarquer des distinctions trop faibles encore ,

dans leur société presqu'entièrement agricole.

Quoi qu'il en soit , nouveau ou non ; il s'agit seulement de savoir si ce plan de représentation nationale est juste.

On objectera , sans doute , qu'il diviserait une telle assemblée en trois factions , pour trois intérêts particuliers.

Mais de quelque manière que soit composée l'assemblée Nationale , peut-on jamais empêcher que chaque député , sous le nom de l'intérêt général , n'apporte d'abord le vœu de l'intérêt particulier de telle classe , & peut-être de tel homme ? Si ce député est négociant , par quel art l'empêcherez-vous de voter pour le commerce , contre l'agriculture ? Quant à moi , je ne fais qu'un art de faire évanouir les intérêts particuliers ; c'est celui de les opposer l'un à l'autre , & de les balancer si bien , que leur division même les force à se concilier dans le sein de l'intérêt général.

Figurez-vous une assemblée , un bureau , un comité , composés d'agricoles , de négocians , d'artistes & d'artisans ; balancez leurs intérêts par le nombre des suffrages : que les propriétaires & les cultivateurs en aient la moitié ; le commerce & les arts ne sauroient alors ruiner



l'agriculture , & l'agriculture sera forcée de ménager les arts & le commerce : tous enfin se donneront la main , se prêteront leurs forces & puiseront leur union constante dans des débats passagers.

Je le répète , si parmi des hommes que la nature fit également passionnés & que la société rend diversement intéressés , l'on connoît quelque autre expédient pour établir l'ordre , la justice & la paix , que le balancement des intérêts & l'équilibre des forces , je conviendrai que je me trompe : mais tandis que la morale , souvent inutile , présente aux hommes des motifs pour faire le bien ; la politique , plus habile , doit se contenter de leur faire rencontrer par-tout des obstacles à faire le mal.



---

## E X A M E N

*De l'objection tirée de la prétention de la Noblesse  
& du Clergé de former dans l'Etat des Ordres  
séparés.*

---

**E**NFIN la grande objection ( si pourtant c'en est une encore ) est la prétention de la Noblesse & du Clergé , à former dans l'Etat des ordres distincts.

Cette matière a tant été discutée , & la question paroît si vivement résolue dans les cœurs , quand même elle est encore obscure dans les esprits , qu'en vérité il paroît inutile de la traiter : du moins je le ferai succintement.

Toutes les raisons n'ont pas été dites , ou ne l'ont pas été assez nettement : on ne s'est point assez demandé ce qu'on entendoit ou plutôt ce qu'on devoit entendre par ces mots *Ordre de l'Etat*.

Un Etat est un être moral , un Corps organisé qui a son but & ses moyens ; son but , on en convient enfin , est évidemment l'utilité de tous ; & ses moyens sont l'emploi des forces de chacun.

Un *Ordre* particulier de citoyens , dans un Etat vraiment civilisé , ne peut donc être considéré que comme l'union de plusieurs citoyens : lesquels concourent au but commun de l'utilité publique , par un ordre & une suite d'actions qui leur sont particulières & qui les distinguent ; car si ces citoyens , loin de concourir à l'utilité de tous , nuisent à tous ; au lieu de les appeler un *Ordre de l'Etat* , je les nommerois alors un *désordre abominable dans l'Etat* : s'ils ne nuisent ni ne servent , je ne me pique plus de leur donner aucun nom ; ils ne font rien par rapport à l'Etat.

D'après ces principes , je me figure une assemblée formée de cultivateurs , de négocians , d'artisans , de nobles & de prêtres , mais surtout de nobles & de prêtres grands seigneurs ; je leur demande à tous : quel est votre objet en vous assemblant ainsi ? — & tous me répondent tout haut : l'utilité commune ; en se répondant tout bas : après mon utilité propre. — Mais vous , cultivateurs , que voulez-vous ? — toutes les faveurs , toutes les loix utiles à la liberté , à la fortune des agriculteurs. — Mais enfin , comptez-vous pour rien la liberté & la fortune des négocians , des artistes & des artisans ? — après la prospérité des cultivateurs , c'est le bonheur de ces hommes qui nous intéresse le

plus, & nous sommes prêts à les seconder.

J'interroge le négociant, l'artiste, l'artisan à leur tour ; & tous m'en disent autant de leur côté. Jusques-là tout est clair ; tout est lié dans les intérêts ; & la marche du bien public n'est point embarrassée ; mais du moment où je leur parle des nobles & des prêtres, tous les discours changent ; & ces hommes, loin de paroître unis avec ces derniers par une commune utilité, ne le sont que par le mal qu'ils se souhaitent ou qu'ils se font. « Notre profession, disent les cultivateurs, les négocians, les artistes, les artisans, » est de travailler sans cesse ; & celle de ces » hommes-ci est de ne jamais rien faire : nous » regardons comme un devoir de payer les dépenses de l'Etat, & ceux-ci regardent comme » un droit de s'en dispenser ; leur politique même » est d'accroître les dépenses, afin de se partager » toujours plus les impôts... S'ils veulent s'unir à » nous comme *cultivateurs*, comme *propriétaires*, » comme *négocians*, ou comme *artistes*, nous leur » ouvrirons les bras, ils seront nos amis, ils seront nos frères ; mais en qualité de *nobles* & » de *prêtres*, & sur-tout de nobles & de prêtres » grands seigneurs, nous les repoussons comme » des hommes ennemis : ces nobles prétendent » que leur profession particulière est de nous dé-  
» fendre



» fendre contre nos ennemis du dehors ; mais il  
 » est évident qu'ils se trompent ou veulent nous  
 » tromper , puisque tous les soldats sont nos pro-  
 » pres enfans ; de sorte qu'après avoir usurpé  
 » tout ce qu'ils ont pu prendre sur nos travaux  
 » & nos fortunes , ils ont encore , sur le devoir  
 » de soldat que remplissent les nôtres , usurpé  
 » le droit de les commander seuls & toujours.  
 » Voyez dans nos guerres qu'ils ont si souvent  
 » suscitées pour le besoin de leur ambition , &  
 » l'infortune de leur patrie ; voyez , si le partage  
 » des périls entre eux & nous , est égal à celui  
 » des récompenses : notre sang , qu'ils font ver-  
 » ser à grands flots , est payé , sans honneur , de  
 » la plus vile monnoie , & le leur qui coule à  
 » peine , est racheté des trésors de l'Etat , & de  
 » la gloire , plus douce que les richesses : en un  
 » mot , ils ont tout sans peine ; & nous , souvent  
 » avec d'extrêmes travaux , nous avons peu , ou  
 » nous n'avons rien , depuis ce qu'ils appellent  
 » *la naissance de la Monarchie* , tel est à la face du  
 » ciel & de l'univers notre mutuel partage. »

» Ces ministres , d'une religion d'humilité &  
 » qui s'appellent membres du *haut clergé* , ces  
 » évêques , ces abbés , ne cessent de nous dire  
 » qu'ils soutiennent une religion dont la force

» divine est le supplément de la foiblesse des loix  
 » humaines ; une religion enfin , sans laquelle les  
 » loix même ne feroient rien : mais après huit cent  
 » ans d'expérience , espèrent-ils nous abuser ?  
 » pouvons-nous ignorer qu'au lieu de protéger les  
 » loix par l'usage de la religion , ils ont englouti  
 » ces loix par les abus de la superstition & sous le  
 » nom de la religion même ? ne voyons-nous pas  
 » que dédaignant de nous la prêcher ; ils semblent  
 » affecter à nos yeux de ne la point pratiquer ?  
 » qu'en un mot , toujours & par-tout , ils ont fait de  
 » la religion une proie inépuisable pour eux , & un  
 » impôt dévorant pour nous ; ils en ont fabriqué un  
 » sceptre de fer pour eux , & des chaînes de fer &  
 » d'airain pour nous. »

» Et si nous avons souvent retrouvé cette  
 » religion consolante & pure , c'est dans les bras  
 » de nos propres enfans , simples pasteurs , curés  
 » dans nos villes , dans nos campagnes : & qui  
 » le croiroit ? plus méprisés , plus tyrannisés en-  
 » core que nous-mêmes , par leurs supérieurs qui  
 » sembloient vouloir les punir des exemples qu'ils  
 » s'appliquoient à nous donner , & du bien qu'ils  
 » vouloient nous faire. »

» Quelle utilité commune peut donc jamais  
 » exister entre ceux qui font le mal d'un côté

» & ceux qui le souffrent de l'autre ? Comment  
 » appellerez-vous une société formée par des  
 » hommes dont les uns prenant pour eux le re-  
 » pos & la richesse, ne laissent aux autres que  
 » le travail & souvent l'indigence, & qui ne par-  
 » lant jamais que de leurs droits, ne souffrent  
 » pas que nous parlions de rien autre que de nos  
 » devoirs ?

» Si vous appelez l'union de ces hommes ,  
 » un *ordre de l'Etat*, quel nom donnerez-vous  
 » donc à son dérèglement ? Il est vrai qu'aujour-  
 » d'hui, ils consentent enfin, à nous laisser en-  
 » visager nos droits; ils renoncent, disent-ils ,  
 » à leurs *privilèges* : comme si l'injustice étoit un  
 » *privilège*, quand la justice est un *droit* ! »

» Une renonciation si tardive & si peu volon-  
 » taire est bien suspecte : mais enfin , puisque  
 » les *nobles* ne peuvent servir l'Etat par la seule  
 » profession particulière de *nobles*, puisque cette  
 » profession , si c'en est une, ne leur prescrit  
 » spécialement aucune action propre à l'utilité  
 » publique, & qu'ils ne sont ni humains, ni jus-  
 » tes, ni vertueux, ni éclairés, ni courageux  
 » en qualité seulement de *nobles*, que devons-  
 » nous en conclure ? qu'il faut que ces hommes ,  
 » si dangereusement isolés, s'associent sans tar-



» der, & se rejettent dans les classes vraiment  
 » utiles, vraiment nécessaires, ou celle des pro-  
 » priétaires & des cultivateurs, ou celle des né-  
 » gocians, ou celle des artistes ? Quand ils s'an-  
 » nonceront dans nos assemblées Nationales, com-  
 » me de riches propriétaires ou d'industrioux  
 » cultivateurs ; comme de puissans négocians ou  
 » comme des hommes qui cultivent les arts &  
 » les sciences, se croiront-ils déshonorés ? Que  
 » conclure enfin ? Que dans la société civile tout  
 » ce qui est utile est noble, & tout ce qui est  
 » pernicieux est vil. »

» Que s'ils alléguent toujours leurs services  
 » militaires, nous leur répondrons encore, qu'en  
 » cette qualité de militaires, ils sont membres  
 » du Gouvernement, & que leur représentant  
 » commun, est notre Roi, chef du Gouverne-  
 » ment. »

» Nous ferons la même réponse aux ministres  
 » de la religion, & s'ils ne se laissoient point d'ap-  
 » peler Dieu en témoignage contre le bien des  
 » hommes ; vous serez admis, leur dirons nous,  
 » dans nos assemblées Nationales, en qualité de  
 » propriétaires, de cultivateurs, d'artistes même,  
 » si vous en avez le talent ; mais comme prê-  
 » tres & ministres du Gouvernement, souffrez



» qu'un Roi vous représente , un Roi en qui nous  
 » reconnoissons le caractère d'un Dieu , qui ne  
 » peut vouloir gouverner les hommes que pour  
 » les conduire par le bonheur présent à la félicité  
 » future ».

C'est assez sur ce sujet : j'avois quelque désir  
 de montrer avec détail combien cette méthode  
 de représentation seroit favorable à l'équité,  
 par l'équilibre des grands, des seuls intérêts de  
 l'Etat, & combien elle animeroit l'esprit d'ému-  
 lation par la distinction de deux classes dans cha-  
 cune ; mais j'ai réfléchi que je n'avois pas même  
 besoin d'indiquer à l'assemblée Nationale, accoutu-  
 mée aux plus grandes vues, ce qu'il faudroit déve-  
 lopper à d'autres.

---

## A P P L I C A T I O N

*De ces principes généraux aux Assemblées Nationales  
 & Provinciales de France.*

**J**E ne puis plus séparer l'assemblée Na-  
 tionale, des assemblées Provinciales & Muni-  
 cipales, que le tout de ses élémens. Et je re-  
 garde comme l'institution la plus importante, que  
 le même plan dirige à la fois l'organisation de tous  
 ces corps.

Les premières questions qui se présentent maintenant sont celles-ci.

1°. Quel sera le nombre des Députés, membres de l'assemblée Nationale ?

2°. Comment fixera-t-on la proportion du nombre des Députés de chaque Province ?

3°. Quel sera aussi le nombre des membres des assemblées Provinciales ; & sur quelle règle pourra-t-on fixer la proportion des Députés de chaque district de la Province ?

4°. Enfin , comment élira-t-on ces Députés pour les assemblées Nationales & Provinciales ?

### PREMIERE QUESTION.

*Quel doit être le nombre des Représentans de la Nation ?*

**L**A première proportion à fixer , est celle des *Représentans* avec la masse des *Représentés* ; & je crois qu'à cet égard le principe doit être que le nombre des Représentans soit assez grand pour embrasser les divers intérêts de ceux qu'ils représentent , mais en même-temps assez borné pour que chaque intérêt puisse être traité dans cette assemblée , complètement & sans confusion.

Vu la nature de l'esprit humain, l'étendue de la mémoire & le pouvoir de l'application, il n'est point rare qu'un seul homme embrasse un grand faisceau d'affaires; mais, vu la nature du cœur humain, la contagion des imaginations, & l'effervescence des passions, il est assez rare qu'un très-grand nombre d'hommes rassemblés puissent bien traiter une seule affaire difficile.

Ainsi le principe le plus général sur la proportion de l'assemblée Nationale, au Royaume de France, doit se réduire à diminuer le nombre de ses membres, autant que la raison la plus sévère pourra le permettre.

Le nombre de sept cent vingt, adopté par le comité, me paroît réunir assez les conditions nécessaires : il a même un avantage numérique, qui devoit le faire préférer au nombre de neuf cent, auquel je m'étois d'abord arrêté; cet avantage est celui de pouvoir être divisé par différens nombres un peu plus exactement que celui de 900 ou quelque'autre approchant : cet avantage est de quelque considération pour les divisions à faire entre les Députés des diverses Provinces.



## SECONDE QUESTION.

*Comment peut-on déterminer la proportion des Députés de chaque Province ?*

ON peut sur cette question proposer , je crois , trois méthodes : la première seroit celle que le comité paroît avoir adopté , & qui consisteroit à fixer un tiers des Députés de chaque province , à raison du rapport de son étendue avec celle du Royaume : un second tiers à raison de sa population , comparée à la population totale ; enfin le troisième tiers à raison de la contribution de chaque Province comparée à la masse de toutes les contributions.

La seconde méthode , qui auroit peut être l'avantage d'être plus simple , seroit expédiée par une simple règle de trois ; on diroit , la totalité de l'étendue , de la population & des contributions du Royaume , est à l'étendue , la population & la masse de contribution de telle Province , comme le nombre total des Représentans de la Nation , est au nombre particulier des Représentans de cette Province ,



Je trouve , si je ne me trompe , (\*) qu'en calculant d'après la première méthode , le nombre des Députés du Dauphiné , par exemple , seroit environ de 9 , à raison de son étendue ; de 6 , à raison de sa population ; & de 5 , à raison de sa contribution : en tout de 20.

La Provence , dont l'étendue , la population & les contributions sont un peu plus considérables , auroit , à peu-près , 11 Députés pour son territoire , 7 pour sa population , & 6 pour ses contributions en toute nature ; en tout 24.

La Bretagne pourroit avoir dans le rapport de son étendue 17 Députés , dans celui de sa population 21 , & dans le rapport de ses contributions 12 ; nombre total 50.

En calculant d'après la seconde méthode , je trouverois ( sauf erreur ) que le nombre des Députés du Dauphiné ne s'éleveroit qu'à 18 , celui de Bretagne à 40 , & celui de Provence à 20.

---

(\*) Je demande grâce pour le peu de calculs qu'on trouvera dans cet essai ; ils ont été faits très à la hâte ; & les résultats peuvent être fautifs : mais peu importe à ce plan de représentation ; il suffit qu'on puisse y trouver des bases de calcul exactes & sûres.

Enfin une troisième méthode qui me sembleroit peut-être plus équitable & plus politique, feroit de fixer le nombre des Députés de chaque Province selon son étendue, sa population & ses contributions, non pas en établissant un rapport égal entre ces trois quantités, mais dans des rapports représentés par la progression des nombres 3, 2 & 1.

Ensorte que l'Assemblée Nationale éût composée de 720 membres, & ce nombre étant divisé en six parties, on en compteroit trois pour représenter l'étendue du territoire, deux pour la population, & une seule à raison de la richesse représentée par la contribution : ainsi 360 Députés seroient nommés eu égard à l'étendue du Royaume, 240 relativement à sa population, & 120 à raison de sa richesse.

D'après cette graduation de rapports, le nombre des Députés du Dauphiné seroit de 14 à raison de son étendue, de 6 à raison de sa population, & de 3 environ, à raison de ses contributions ; ce qui formeroit en tout 23 Députés.

La Bretagne en auroit alors par son étendue 25, par sa population 22, & par ses contributions 6, en tout 53.

J'en trouverois pour la Provence 16 dans le rapport de son étendue, 7 dans celui de sa population, 3 dans le rapport de ses *contributions* ; nombre total, 26.

Voici maintenant les raisons sur lesquelles je me fonderois pour adopter cette progression décroissante de 3 , 2 & 1 , pour exprimer dans la représentation nationale les rapports du territoire , à la population , & de la population à la richesse.

Quand un Etat est bien réglé , quand chacun aime sa patrie & sa famille , les hommes & les richesses se distribuent insensiblement sur le territoire , aussi également , que la nature du sol & quelques autres circonstances locales peuvent le permettre ; alors il s'établit à peu-près , un rapport d'égalité entre l'étendue , la population & la richesse de chaque partie de l'Etat ; en sorte que plus le territoire est grand , plus dans la même proportion la population est nombreuse , & les richesses sont abondantes.

Mais dans un Etat en désordre , ruiné par le despotisme & par le luxe ; l'affreuse inégalité que ces vices entraînent , met toutes les parties de l'Etat en contraction , en les retirant



vers un seul centre ; & bientôt se forme , de tous côtés , cette progression décroissante de la quantité de l'étendue à celle de la population , & de celle-ci à la richesse : alors dans la capitale & dans les plus grandes villes du Royaume , le territoire n'a plus de proportion avec le nombre de ses habitans , & le nombre des habitans n'en a plus avec la richesse. Plus les vices & les abus croissent , plus la différence des rapports entre le territoire , la population & la richesse augmente de toutes parts.

Ainsi , par exemple , à considérer l'étendue , la population & les richesses de la généralité de Paris , dans leur rapport avec l'étendue , la population & la richesse du Royaume ; il paroîtroit , que tandis que l'étendue de cette généralité est à peu près la 123<sup>e</sup> partie de celle du Royaume , la population est la 14<sup>e</sup> de la population totale de l'Etat , & ses richesses en font le cinquieme.

L'étendue de la généralité de Paris , seroit donc à sa population , dans le rapport de un vingt-troisième à un quatorzieme , c'est à dire , à peu de chose près de 1 à 2 , & la population de la même généralité seroit à ses richesses dans le rapport de 2 à 6 ; aussi la progression de ces quantités pourroit être marqué par les nombres 1 , 2 , 6.



Dans le Dauphiné, par exemple, on trouve-  
 roit au contraire que son étendue étant, ou peu  
 s'en faut, la 26e. partie du Royaume, sa popu-  
 lation en est la 38e., & sa richesse la 48e. ; ce  
 qui établiroit entre ces différens termes une  
 progression bien contraire à celle de la généra-  
 lité de Paris : car l'étendue du Dauphiné étant ex-  
 primée par quatre un troisieme, sa population, en se  
 contentant d'approximation, devra l'être par trois,  
 & sa richesse par deux un deuxieme. Je supplie main-  
 tenant de comparer ces divers rapports dans la gé-  
 néralité de Paris & dans le Dauphiné ; à Paris  
 le territoire est à la population comme à peu-  
 près 1 est à 2, & dans le Douphiné, le rap-  
 port du territoire à la population est au cou-  
 traire environ de 4 à 3 ; dans la généralité de  
 Paris le rapport de la population à la richesse  
 est comme de 2 à 6 ; & dans le Dauphiné, ce  
 même rapport est à peu-près comme de 3 à 2 :  
 ainsi les mêmes quantités qui sont distribuées  
 à Paris & dans les environs comme 1, 2 & 6,  
 le sont dans le Dauphiné comme 4, 3 & 2.

Je conclus de ces observations que pour rame-  
 ner ces quantités ; savoir, l'étendue du territoire,  
 sa population & la richesse, à ce terme d'éga-  
 lité, vers lequel un bon gouvernement doit tou-

jour tendre , il faut forcer la proportion en sens contraire , dans l'établissement de la représentation nationale , & par ce moyen , que le temps & les passions peuvent rendre très - puissans , on pourra peut-être faire refluer les hommes & les richesses des villes aux campagnes. Sous l'influence de cette proportion salutaire , on verra l'ambition même chasser les hommes de ces villes , où ils fermentent en croupissant , pour les envoyer dans les lieux déserts chercher une route plus facile & plus ouverte aux honneurs de la représentation nationale.

---

### TROISIEME QUESTION.

*Comment peut-on fixer la proportion des Députés dans les assemblées Provinciales.*

**D'**APRÈS le principe que j'ai avancé & que je crois juste , savoir , que la France doit être divisée en parties , non pas égales , mais *similaires* , je crois indispensable pour l'ordre politique de former les Etats Provinciaux & les municipalités sur les mêmes bases , & les mêmes proportions que l'assemblée Nationale : en sorte que de degrés en degrés , l'assemblée Nationale

soit pour ainsi dire , contenue dans les dernières assemblées municipales comme un chêne est contenu dans un gland.

La première réflexion qui se présente , est que les Provinces étant fort inégales , leurs états ou leurs assemblées , quoique formées dans les mêmes proportions , ne doivent point être composés du même nombre ; il faut donc établir une règle certaine & uniforme dans tout le Royaume , pour proportionner le nombre des membres de chaque assemblée Provinciale , aux forces & aux besoins de chaque Province.

Et d'abord on doit appliquer à ces assemblées le même principe que j'ai proposé à l'égard de l'assemblée Nationale ; que le nombre en doit être réduit sévèrement autant que la nature des choses & le bien de la Province pourroit le permettre.

Plus l'assemblée Provinciale sera nombreuse , plus , il est vrai , la représentation de ses districts sera complète , mais plus aussi les délibérations seront vicieuses ; il faut donc chercher un point moyen entre le terme où le trop grand nombre peut altérer la sagesse de l'assemblée , & celui où le trop petit nombre peut altérer le droit de représentation des citoyens.



Ce point moyen peut beaucoup varier , selon les idées que chacun se forme ; aussi je me contente d'en proposer trois , sans en fixer aucun.

Je suppose toujours qu'on adopte la dernière proportion indiquée entre le territoire , la population & la richesse , celle de 3 , 2 & 1 ; on pourroit alors former à son choix les assemblées Provinciales , selon trois autres proportions subordonnées & que je vais expliquer.

La première consisteroit à exiger trois Députés , à raison d'un territoire de 50 lieues carrées , deux à raison d'une population de cinquante mille habitans , & un à raison de cinq cent mille livres de contribution en toute nature (\*)

Dans la Province du Dauphiné , dont l'étendue est supposée de 1024 lieues carrées , la

---

(\*) Si l'on trouvoit trop difficile d'évaluer dans les districts des Provinces , ce qu'ils payent en contributions de toute nature , on pourroit alors prendre pour base la seule contribution territoriale : mais on sent qu'en adoptant cette mesure , les sommes qui marquent les termes des proportions , doivent être diminuées dans le même rapport qui se trouve entre la masse totale des contributions , & la contribution purement territoriale.



population de 664000 , & la contribution totale de onze millions huit cent mille livres ; les Etats de cette province , d'après la proportion ci - dessus , seroient composés de 60 Députés à raison de son étendue , de 26 à raison de la population , & de 24 à raison de la contribution : nombre total de l'assemblée de cette Province 110.

En Bretagne le territoire comprenant à peu près 1800 lieues quarrées , la population deux millions trois cent milles habitans , & les contributions de tout genre vingt-huit millions cinq cent mille livres ; cette proportion donneroit 108 Députés pour l'étendue du territoire , 92 pour la population & 57 pour sa richesse ; en tout les Etats ou l'assemblée de la Province de Bretagne seroient de 257.

En Provence on trouveroit , eu égard à l'étendue , 71 Députés , 30 relativement à la population , & 30 aussi relativement à la contribution ; ce qui composeroit les Etats de Provence de 131 membres.

La seconde proportion que je proposerois pour les assemblées Provinciales , seroit celle de trois Députés pour 36 lieues quarrées , de

deux pour 36 mille habitans, & un pour 360 mille livres de contributions.

Cette proportion élèveroit le nombre des membres des Etats du Dauphiné environ à 144.

Ceux de Bretagne à . . . . . , 356.

Et ceux de Provence à . . . . . 180.

Enfin si l'on vouloit une proportion encore plus avantageuse au nombre des représentans dans les assemblées Provinciales, on pourroit adopter celle de trois Députés pour 30 lieues quarrées, deux pour trente mille habitans, & un pour trois cent mille livres de contributions. Proportion qui pousseroit l'assemblée Provinciale en Dauphiné jusqu'à 184 membres ; celle de Bretagne jusqu'à 416 , & celle de Provence à 220.

De ces trois proportions , il me sembleroit que la seconde ou celle trois Députés pour 36 lieues quarrées &c. seroit la proportion qui , par le nombre dont elle formeroit les assemblées des Provinces , pourroit le mieux accorder l'intérêt de la sagesse dans les délibérations , & de l'équité pour la représentation.

Dans la supposition que cette proportion fut admise, on pourroit éviter l'embarras des fractions , en statuant que toute étendue depuis 36

lieues carrées jusques à 71, ne seroit comptée que pour trois Députés; que depuis 72 lieues carrées jusques à 107, elle ne seroit comptée que pour 6 Députés, & ainsi de suite.

Il en seroit de même pour la population : un district ne compteroit à raison de la population que deux Députés depuis 36 mille habitans jusqu'à 71, & quatre depuis 71 jusqu'à 107, &c. Ceci s'applique également aux contributions.

On conçoit qu'avec cette règle d'approximation, il n'est point de district qui ne put évaluer en nombre rond, le total de ses Députés aux assemblées Provinciales.

On voit encore que parmi ces districts, les campagnes députeroient principalement à raison de l'étendue, les villes médiocres à raison de la population & les villes principales, telles que Paris, Lyon, Bordeaux, Marseille, Rouen, en raison des richesses; & je n'ai pas besoin de répéter combien la proportion établie en faveur du territoire, seroit propre à rétablir insensiblement l'équilibre des intérêts, & la véritable, la seule distribution utile des hommes & des richesses.



## QUATRIÈME QUESTION.

*Comment doit-on élire les Députés aux assemblées Nationales & Provinciales ?*

**I**L me semble qu'on n'a rien à désirer , sur la méthode proposée par le comité de constitution , pour former les assemblées élémentaires , composées des chefs de famille ; je suppose donc que ces premières assemblées ont nommé les électeurs qui forment les secondes assemblées élémentaires ; c'est de ce point que je pars , & je dis qu'on peut adopter deux méthodes pour élire les Députés aux assemblées Nationales.

L'une où ces élections se feroient dans l'assemblée même des électeurs nommés par les chefs de famille, pour chaque district de la Province.

L'autre où ces élections se feroient dans le sein de l'assemblée Provinciale elle-même.

La première méthode a été suivie dans tout le Royaume pour la convocation des anciens Etats-Généraux & de ceux de 1789. Les élections se sont faites dans chaque district des fénéchaussées ; la seule province du Dauphiné a donné l'exemple de la seconde méthode ; elle nomma ses Députés dans l'assemblée de ses Etats.



Il s'agit maintenant de choisir la méthode la plus avantageuse pour l'avenir.

Une différence saisit d'abord en faveur de la première ; les élections des membres de l'Assemblée Nationale y feroient directement l'ouvrage des électeurs même, choisis par les chefs de famille ; ainsi par cette méthode, il n'y a que la volonté d'un seul homme, entre les peres de famille & leurs représentans aux Etats-Généraux.

Par la seconde méthode au contraire, il y en a deux : car ceux que les chefs de famille ont élus pour former les assemblées de district, nomment à leur tour d'autres élections dont l'assemblée Provinciale est composée ; & ce sont ces derniers électeurs qui choisissent les membres de l'Assemblée Nationale : il y a donc deux volontés intermédiaires entre celle des représentans & celle des chefs de famille : pourquoi, dira-t-on, faire par un second électeur ce qu'on peut faire plus directement par un premier ?

Mais en réfléchissant d'avantage, on conviendra d'abord, qu'il ne faut laisser faire au peuple que ce qu'il peut bien faire par lui-même ; dans la démocratie même, l'esprit de ce Gouvernement est moins de laisser gouverner le peuple, que de lui laisser choisir ceux qui le gouvernent,

& c'est pour l'ordinaire ce qu'il fait très-bien quand il n'est pas entièrement corrompu ; mais c'est aussi ce que le peuple , dans notre nation , n'est pas encore capable de bien faire dans tous les cas.

Je crois que de petites assemblées populaires , telles qu'elles seront formées dans les districts des Provinces , pourront choisir assez sagement leurs députés pour les Etats de leur Province ; mais je ne crois pas que ces assemblées puissent choisir aussi bien leurs Députés aux Etats Généraux.

La différence est-elle donc si grande ? Oui , sans doute ; ce qui dans une assemblée populaire fait la différence de la sagesse à la folie , n'est qu'un degré de passion de plus ou de moins ; supposez une assemblée qui se propose le grand objet de nommer des membres de l'assemblée Nationale ; ce seul mot d'*assemblée Nationale* , & de plus la grandeur réelle de la chose , vont agiter toute la petite tourbe ; vous verrez fermenter tous les intérêts , toutes les passions ; & bientôt les cebales , les illusions & les fautes qui les suivent.

Ne s'agira-t-il au contraire , que de choisir quelques Députés pour une assemblée de la

Province, où l'on doit nommer les Députés aux assemblées Nationales? Ce grand objet de l'assemblée Nationale, n'étant envisagé que dans une sorte d'éloignement, les esprits resteront plus tranquilles, & feront des choix plus prompts & plus sages: telle est la tête humaine; c'est un vase qu'il ne faut exposer qu'au juste degré de feu capable de l'échauffer, sans jamais le mettre en ébullition.

Mais, dira-t-on, n'est-ce point éloigner la difficulté, & non pas la résoudre? Car l'assemblée générale de la Province, sera sans doute exposée aux mêmes passions, aux mêmes cabales, aux mêmes inconvéniens que ces assemblées particulières des districts.

Je crois que non; & cela par une raison toute simple: l'assemblée Provinciale sera moins populaire, moins tumultueuse, moins follement passionnée: composée d'hommes plus éclairés, il y sera plus facile de s'entendre & de se concilier; d'ailleurs cette assemblée ne sera point ouverte à toutes les passions, de tous les individus d'une Province, comme ces assemblées particulières des districts, répandues çà & là sur tout le territoire.

L'assemblée générale de la Province, par cela



seul qu'elle sera unique , & dans un seul lieu , sera bien plus à l'abri. C'est ainsi qu'un grand corps a relativement moins de surface & offre moins de prise que plusieurs corps séparés.

J'ose donc croire , qu'à considérer cette méthode d'élection , on la trouvera aussi l'égitime , parce que chacun peut faire nommer par un autre , le représentant qu'il ne nommeroit pas aussi bien lui même,

Il ne faut point objecter ici , qu'un *délégué* ne sauroit nommer un autre *délégué* ; quand l'objet de la première délégation est précisément & spécialement de nommer un second *délégué* ; assurément la seconde délégation est dans toutes les règles du droit & de la raison.

On trouvera cette méthode d'élection aussi complète , parce qu'elle réunit véritablement la volonté de tous les électeurs ; enfin on la trouvera plus sage , parce que les choix y seront moins en proie aux passions , qui sont la vix même des assemblées populaires.

En supposant donc que les élections des membres de l'assemblée Nationale s'accomplissent dans l'assemblée des Etats de la Province ; en supposant encore que pour rendre ces élections plus solennelles & plus sages , on augmente du



double pour ce moment seulement, le nombre des membres de l'assemblée Provinciale : il me semble que d'après cet ordre de choses on peut proposer deux méthodes, pour combiner les élections des membres de l'assemblée Provinciale & de l'assemblée Nationale.

La première consisteroit à faire assembler les chefs de famille seulement de deux en deux années, pour former des assemblées de district, qui éliront tout de suite ; 1°. leurs Députés qui doivent composer à demeure pendant deux années l'assemblée Provinciale : 2°. ceux qui doivent momentanément s'y rendre pour compléter l'élection des membres de l'assemblée Nationale.

La seconde méthode feroit, d'assembler les chefs de famille chaque année ; & les élections seroient alternées ; l'année, où ne tomberoit point le terme de la législature Nationale, les chefs de famille ne s'assembleroient que pour former leur assemblée Provinciale : & l'année où la législature de l'assemblée Nationale expire, ils s'assembleroient pour faire nommer les Députés de supplément, qui doivent concourir avec les membres des États Provinciaux à nommer les Députés aux États Généraux.

Cette dernière méthode me sembleroit très-préférable. 1°. Les chefs de famille s'assemblant chaque année, n'auront point le tems de contracter l'habitude du relâchement & de l'indifférence pour l'exercice de ce premier des droits politiques, le vrai fondement de tous les autres droits.

2°. Les assemblées de districts seroient moins longues & moins tumultueuses, parce qu'elles auroient la moitié moins de sujets à nommer.

3°. Enfin l'assemblée Provinciale pourroit faire des choix plus éclairés, parce qu'elle connoitroit mieux l'esprit, le caractère & la mesure en tous sens de la plupart de ses membres, qui depuis une année d'exercice se seroient développés dans son sein.

Avant d'abandonner cette question, je crois devoir, au risque de répéter, revenir encore sur les objections contre les élections dans le sein des assemblées Provinciales : ce point est si capital, qu'il vaut mieux fatiguer par les raisons que de les exposer à l'oubli.

J'avoue que quelques hommes d'un jugement excellent, ont paru fort opposés à la méthode d'élire dans les assemblées Provinciales, les Députés à l'assemblée Nationale : ils ont dit que

les cabales qu'exciteroient ces élections , seroient d'autant plus vives , dans ces assemblées , qu'elles y seroient plus concentrées , & que les hommes auroient plus de raffinement.

Ils ont craint, que les assemblées Provinciales n'abusassent de cette grande influence sur le sort de la Nation , pour opprimer la Province & tyranniser l'assemblée Nationale elle-même.

Mais je supplie d'abord de remarquer , que dans toutes les institutions humaines , les hommes apportant nécessairement leurs faiblesses & leurs vices , il n'en est point de si sage , qu'ils ne gâtent , ou ne puissent gâter ; & telle est le malheur de toutes les loix , qu'il faut d'abord songer à défendre contre les citoyens , les loix faites pour les défendre eux-mêmes. Ainsi dans ces institutions , quelles qu'elles soient , il ne s'agit jamais que de considérer le plus ou le moins , dans les avantages & les inconvéniens.

Je conviens donc que les élections faites dans les assemblées Provinciales auroient des inconvéniens ; mais en auront-elles plus que les élections , qu'on feroit dans les assemblées de district : voilà l'unique question.

Or il me semble que dans une Nation composée de 25 millions d'individus , accusée &



convaincue d'être légère jusqu'à l'imprudence ; & vive jusqu'à l'impétuosité , livrée , avec un tel caractère , à toute l'ivresse de l'orgueil de se gouverner elle-même ; il me semble , dis-je , que dans une telle nation , la première prudence est de la sauver d'elle-même , en l'écartant avec soin , de toutes les occasions de fermentation & d'explosion : & quelles occasions plus dangereuses que des assemblées populaires animées par un grand intérêt ! car enfin , l'élection des représentans de la Nation , ne sera-t-elle pas désormais le plus grand intérêt du peuple ? ne fut-ce que par la raison que ces élections seroient le plus grand acte de sa puissance : & quel homme , même sage , fait bien accomplir un grand acte de puissance ? Si vous la laissez exercer au peuple immédiatement & par lui-même , si vous l'abandonnez à tous les genres de corruption que l'ambition peut exercer sur les dernières classes des citoyens , ne risquez-vous pas de tout perdre ? ne minerez-vous point l'Etat par le peuple & les meilleures loix politiques , par les mauvaises mœurs publiques ? vous introduirez sur-tout la pire des corruptions , celle de l'avarice ; & bientôt on verra les mêmes hommes , qui auront acheté les suffra-



ges populaires , pour se faire élire , se vendre à leur tour , s'ils en valent la peine , au Gouvernement , pour se faire enrichir.

Ah ! ménageons les mœurs du peuple , comme le vrai trésor de la nation ; songeons à l'enrichir avant celui de fisc , & réservons - le au moins pour ce temps , où les passions humaines , qui corrompent tout à la longue , auront rendu nos assemblées politiques , plus dangereuses que des assemblées populaires.

Sans doute on briguera , on voudra capter les suffrages dans les assemblées Provinciales ; mais dans les assemblées de district , au lieu de briguer on cabalera , au lieu de capter les suffrages , on les achètera.

En général , les brigues & les cabales sont toujours moins dangereuses dans une assemblée , à proportion qu'il y a plus d'égalité entre les prétentions de ses membres : dans une assemblée de district & plus populaire , deux ou trois hommes se disputeront les suffrages ; & dans une assemblée Provinciale , presque tous y prétendront. Or quand tous demandent à chacun , c'est le bien public qui décide ; mais quand quelques - uns seulement demandent à tous , c'est l'intérêt particulier qui l'emporte.

On craint l'accroissement & l'abus du pouvoir dans les assemblées Provinciales ; mais si les loix politiques bornent à deux années, la durée des députations aux assemblées Nationales & Provinciales , si elles en excluent les citoyens après la première ou la seconde élection , si elles fixent un intervalle suffisant , jusques à une élection nouvelle , enfin si ces loix composent les Députés , selon la proportion proposée entre les diverses classes de citoyens ; que peut-on craindre de ces assemblées , dont tous les membres se renouvelleront si souvent ? que peut-on redouter de l'abus d'un pouvoir , auquel tous les citoyens participeront à leur tour , & dans une telle proportion , que les foibles pourroient toujours balancer les plus forts.

Enfin on redoute les mandats impératifs de la part des assemblées Provinciales : mais si de tels mandats sont formellement pros crits , ce fantôme ne s'évanouit-il pas ?

Plus on compare de part & d'autre , les avantages & les inconvéniens , entre les élections faites , dans les assemblées de district ou dans les assemblées Provinciales , plus on s'attache à préférer ces dernières.

Rappelons-nous les assemblées de nos baillages, & joignons à l'esprit ardent que nous y avons déjà remarqué, toute l'effervescence de la nouvelle liberté, toute l'ivresse de la nouvelle puissance, & demandons-nous si de telles assemblées seront bien capables de démêler dans leur cahos les élémens du corps législatif & souverain de la Nation : non, non ; le peuple n'est pas digne encore de faire ces choix lui-même ; & travaillons d'abord à le réformer afin qu'il soit un jour en état de nous réformer nous-mêmes





---

## REFLEXIONS

*Sur les avantages de ce plan d'assemblée & de représentation Nationale.*

**I**L me semble que ce plan à l'avantage d'établir dans les assemblées Nationales , Provinciales & Municipales une représentation à la fois complete , équitable & facile.

La représentation Nationale est complete , quand tous les citoyens utiles à l'Etat , y sont compris ; & tel est l'effet de ce mode de représentation.

La classe des propriétaires & des cultivateurs , celle des négocians en gros & en détail , la classe enfin , des artistes & artisans comprennent tous les citoyens utiles.

Dans ce mode de représentation , on ne prive la Noblesse & le Clergé , du singulier *privilege* de former une classe à part , que pour leur rendre le droit réel de rentrer dans toutes les autres classes : un noble rougira-t-il de figurer dans la classe des riches propriétaires , ou dans celle des négocians en gros ? Se croira-t-il avili quand il se présentera aux élections de  
la



la nation , dans la classe des artistes en qualité de savant , ou d'hommes de lettres.

Les ministres de la religion n'ont-ils pas des terres qui leur sont propres ? Et si leurs fonctions semblent leur interdire la classe des négocians , ne peuvent-ils pas se faire inscrire avec honneur dans celle des sciences & des arts ?

Enfin , tous ces hommes considérés aussi , comme des membres du Gouvernement , s'ils sont employés dans le service militaire , ou dans la hiérarchie ecclésiastique , ne sont-ils pas encore représentés dans les assemblées nationales par le Monarque ; qu'ils représentent à son tour , dans toutes leurs fonctions ? Et ne pourroit-on pas dire qu'à ce titre ils jouissent même d'un double droit de représentation qui les distingue de tous les citoyens ?

Car enfin , le noble militaire , l'évêque , qui pourront être admis dans les élections & dans les assemblées nationales , en qualité de propriétaires , n'y seront-ils pas encore représentés par le Roi , en qualité de chef des membres du Gouvernement ?

A le bien prendre , ce mode de représentation n'est point défavorable à la Noblesse & au Clergé ;

il leur rend encore plus sur la justice , qu'il ne leur prend sur les abus.

Une seule classe de citoyens peut se soulever contre ce projet ; ce sont ces hommes appelés aujourd'hui *capitalistes* ; mais leurs plaintes même seroient un indice de justice. On connoît bien ce que ces citoyens ont de dangereux ; on cherche encore ce qu'ils ont d'utile. Quelle classe en effet peuvent former dans l'Etat des hommes qui ont la puissance d'enchaîner toutes les professions , sans avoir l'intérêt de se lier à aucune ? Des hommes à qui les lois ne peuvent rien commander & qui peuvent les commander toutes ? Maîtres de cacher & de répandre à leur gré les signes de toutes les richesses , ils peuvent corrompre , en secret & rapidement , les meilleures lois politiques : n'ayant point de propriétés visibles , ils se rient des lois civiles , des lois fiscales & des lois criminelles qui les cherchent sans les trouver : ils ont prise sur toutes les lois , & nulle loi n'en a sur eux ; leurs mains sont par-tout & leur tête n'est nulle part ; en un mot , ces citoyens n'étant rien pour l'Etat , ne doivent être rien dans l'Etat : & s'ils se plaignent , combien la réponse est facile ? Achetez , cultivez des terres , leur dira-t-on , & réhaussez-en la valeur , ou bien soyez des négocians puissans , des artistes ingénieux : pourquoi se plain-

dre de n'être compté pour rien, quand au lieu d'être accusé de nuire, on peut se rendre utile à tous & à soi-même.

J'ai dit que ce mode de représentation étoit équitable ; & l'équité de la représentation ne consiste que dans sa juste proportion ; je crois l'avoir observé en accordant aux propriétaires & aux cultivateurs une mesure de représentation égale à celle des autres classes. Le Gouvernement monarchique de France est une immense pyramide, dont la base est l'agriculture, & la dimension de cette base doit, pour la solidité du tout, surpasser la dimension de toutes les autres assises.

Enfin, l'établissement de ce mode de représentation seroit facile & prompt dans toutes les especes de nos assemblées politiques. Les élections des membres de l'Assemblée Nationale se feront sans embarras dans les Assemblées Provinciales : les élections des membres de ces Assemblées Provinciales, se feront aussi facilement dans les Assemblées de district : enfin, les élections des membres des Assemblées Municipales seront faites très-commodément, dans les assemblées des chefs de famille : & toutes ces élections se succéderont sans confusion d'année en année, dans



les assemblées périodiques des chefs de famille & des districts.

D'après les proportions que j'ai proposé entre le nombre des députés & les trois quantités de l'étendue du territoire, de la population & de la richesse, on pourra me faire la même objection que j'ai présentée contre le plan du comité. Quel temps, me dira-t-on, ne faudra-t-il pas pour déterminer tous ces rapports entre les districts des Provinces, par des mesures exactes ?

Mais je réponds, qu'il y a très-peu de Provinces qui n'aient des mensurations & des calculs tous faits, sur la proportion de leurs différens districts, dans leur étendue, leur population & leur contribution.

Au défaut des calculs exacts, on trouveroit dans les rôles de contributions & dans les registres des paroisses, des secours & des renseignemens qui fourniroient pour le présent des bases assez exactes, & des résultats assez fidèles par approximation.

Au surplus, comme dans le moment fatal où nous sommes, la célérité de l'opération est meilleure que sa bonté même, il seroit facile de pourvoir à toutes les plaintes, & d'écarter

tous les obstacles , en statuant d'avance par un décret de l'Assemblée Nationale, que dans chaque Province il seroit formé tout de suite un tribunal composé d'un député de chaque district, avec pouvoir de juger sommairement & provisoirement toutes les contestations qui pourroient survenir, soit entre les communautés, soit entre les districts, jusques à un décret définitif, lequel seroit rendu par l'Assemblée Nationale à qui les pieces d'instruction seroient envoyées.

J'ose donc avancer , que pour instituer sur ce plan les Assemblées Provinciales & Municipales, il ne faut qu'une loi claire & précise, suivie d'une exécution vigilente ; il s'agira moins de vaincre les oppositions des intérêts ennemis , que l'inertie de quelques citoyens , & l'inquiétude vague & désordonnée de quelques autres : une seule impulsion, grande , forte & bien réglée, peut ordonner à la fois toutes les parties de l'Etat ; & nous verrions enfin , se soulever & bientôt s'élever ce colosse maintenant abattu dans la poussière.

Hélas ! il faut répéter sans cesse que le salut de cet empire dépend entierement de la constitution des municipalités, & que dans un instant

peut-être, ce salut même pourra bien n'en plus dépendre ? A présent, l'institution des municipalités peut suffire à nos périls ; mais demain, qui sait si les périls ne seront pas supérieurs à toutes les ressources ?

Ah ! puisqu'enfin il nous est permis de parler en hommes libres, osons-le dire : que de maux présens, que de périls à venir nous aurions évité, si des circonstances fatales avoient permis à l'Assemblée Nationale de constituer les Assemblées Municipales, & d'affermir tout de suite, dans toutes les parties ébranlées de ce malheureux Empire, l'ordre des contributions, de la justice & de la police, avant de commencer ces travaux si difficiles & si longs d'une constitution à former ! Pourquoi nos représentans n'ont-ils pu se livrer à cette dangereuse entreprise, exempts au moins de toute crainte, & libres de tout obstacle étranger à leur dessein ?

Qu'il est triste, qu'il est cruel pour eux & pour nous, qu'ils aient été forcés de s'enchaîner eux-mêmes, de l'impitoyable nécessité de faire avec célérité, un ouvrage qui n'avoit pour garant de sa perfection aux yeux des hommes, que sa lenteur même, un ouvrage qui, ne tenant point au seul génie, devant lequel les diffi-



cultés s'enfuient , dépendoit sur-tout de la raison qui les arrête , au contraire , pour les peser long-temps.

Ah ! sans doute , c'est l'amour même de l'ordre , c'est l'amour sur-tout de la liberté , qui a poussé nos généreux représentans dans cette route funeste , où depuis deux mois ils ne cessent , sur un chemin étroit , de côtoyer des abîmes : sans doute , ils ont craint que cette liberté si désirée , n'échappât de nos mains , qui l'attendoient depuis si long-temps ; peut-être ont-ils pensé que pour assurer l'avenir , il falloit négliger le présent , & qu'après tout , il valoit mieux souffrir avec patience le torrent des maux actuels , pendant qu'ils les tariroient dans leur source ; en un mot , ils ont voulu traiter le despotisme comme le despotisme même a coutume de traiter les hommes , & ils se sont hâtés de couper l'arbre par le pied : mais cet arbre immense , élevé , cultivé par trente Rois , a dans sa chute inopinée ébranlé tout ce qui l'environnoit ; dans ce moment , tous les grands ont tremblé pour leur vie , les riches pour leur fortune , les bons citoyens pour la patrie ; nous avons vu le peuple même , pâlisant devant la populace , réduit à craindre encore plus les menaces de la licence , qu'il n'espéroit de toutes les promesses de la liberté.

Nous avons vu l'émigration la plus désolante qui jamais ait épuisé le sein de la patrie : ce n'étoit plus comme aux temps de la révocation de l'Edit de Nantes , où la tyrannie fermoit au moins les portes de l'Etat , pour arrêter cet écoulement des hommes & des richesses qui lui fut si funeste : aujourd'hui la liberté même , la déclaration des droits à la main , affectoit d'en ouvrir les portes , & c'est au nom des droits de l'homme que nous avons vu ruiner la cité.

Dans le moment même où l'Assemblée Nationale garantit au nom de la justice les créanciers de l'Etat , toutes les richesses de l'Etat s'écoulent au-dehors , & s'enfouissent au-dedans , le paiement a semblé devenir impossible , à mesure qu'il étoit promis , & chaque effort n'a servi qu'à marquer l'impuissance.

Tandis que l'Assemblée Nationale , au milieu des décombres dont elle s'est environnée , cherche péniblement les fondemens de la paix & de la liberté , chaque semaine , chaque jour il se forme dans le Royaume des milliers d'hommes oisifs , mendiens nécessaires & brigands , commencés , tous prêts , au premier signal , à faire une affreuse violence à la paix comme à la liberté.

Hélas ! de quoi nous servira ce magnifique monument d'une constitution , pour l'honneur & le salut éternel de la France , si sa base , même avant qu'il soit debout , s'affaisse , s'écroule & se disperse ?

De quoi nous servira ce nouveau lien social , tissé avec tant de périls , si faute de tout lien , les parties de l'Etat se désunissent & se dissolvent ? Et que restera-t-il peut-être de ces tristes ouvrages , que le souvenir des maux soufferts & des espérances évanouies ?

Cependant l'hiver approche , l'hiver , la saison des crimes ; & nous pouvons juger de ceux que les longues nuits nous préparent , par ceux qu'ont éclairés les longs jours : cette perspective est affreuse ! ferons-nous à temps encore de détourner tant de maux ? je l'ignore : mais s'il existe quelques ressources , elles sont toutes entières dans la constitution des municipalités & Etats provinciaux.

Quand ces Corps seront établis de proche en proche , sur toute la face du Royaume , comme des postes pour se correspondre mutuellement , & veiller ensemble à la paix publique ; quand partout on aura formé des centres à l'opinion publique , pour consacrer les décrets de la puissance législative ; par-tout des centres à la force publique pour faire exécuter les ordres de la puissance exé-



cutive ; lorsqu'enfin on trouvera par-tout une protection , toujours présente , toujours agissante , toujours réglée , c'est alors que par une proclamation vive , éloquente , sublime même , & digne des Réprésentans , organes de la nation gémissante & déchirée , on pourra rappeler au sein de leur patrie , dans les bras de leur mere , ces citoyens que leur grandeur & leur fortune même épouvantent.

« Revenez , leur dira-t-on ; c'est une invitation que nous vous faisons , mais c'est une loi que l'humanité vous prescrit , & l'ordre » que votre patrie ne veut point vous donner , » votre cœur doit se le donner à lui-même : » ah ! quand la patrie invite , le cœur du citoyen commande : songez qu'en fuyant de » l'Etat , vous emportez avec vous , l'espoir , la » vie même de cette foule de Français que vos » richesses nourrissoient tous les jours : c'étoit sur » votre foi qu'ils habitoient le Royaume , qu'ils » avoient une femme & des enfans. Vous étiez » leur asile , vous étiez leur existence même ; aurez- » vous bien la cruauté de les condamner à périr ? » que voulez-vous qu'ils fassent ? faut-il qu'ils aillent » où vous êtes , ou que vous reveniez où ils sont ? » Vous êtes libres , dites-vous ; oui , sans doute ,

» vous l'êtes , & nous ne prétendons point attenter  
 » à ce droit , que vous nous faites payer si cher :  
 » mais la vraie liberté est la chose du monde la  
 » plus modérée , tandis que l'esclavage est au con-  
 » traire , par sa nature même , l'état du monde  
 » le plus extrême. Est-ce donc user de votre li-  
 » berté , que d'assassiner vos concitoyens par l'in-  
 » digence ? & doit-on confondre un torrent d'émigra-  
 » tion avec la douce & simple liberté de  
 » sortir quelquefois de sa patrie pour revenir  
 » dans son sein avec plus de joie ? Quels sont  
 » enfin vos motifs ? craignez-vous pour votre re-  
 » pos , pour votre vie , pour votre fortune ? Voyez  
 » maintenant l'ordre & la sécurité , se donnant ,  
 » pour ainsi dire , la main dans tout le Royaume ,  
 » & formant une enceinte aux citoyens , par la  
 » chaîne des municipalités ; la fortune , la tête de  
 » chacun de vous est commise à la garde de tous  
 » les autres. Chercheriez-vous des plaisirs chez  
 » les étrangers , vous à qui l'on reproche de vou-  
 » loir par-tout retrouver vos mœurs & vos plaisirs  
 » chez les autres ? Envisageriez-vous quelque humi-  
 » liation trop pénible à votre ame , dans ce nou-  
 » vel ordre de choses ? Qui que vous soyez , quel-  
 » que grand que vous puissiez être , regardez  
 » d'abord au-dessus de vous , & non pas tou-  
 » jours au-dessous , & voyez si vous perdez plus

» dans l'élévation de quelques inférieurs , que vous  
 » ne gagnez à l'abaissement de tant de maîtres :  
 » ces inférieurs pourront tout au plus vous offenser  
 » de l'œil , mais ces maîtres vous écrasoient de  
 » toutes leurs mains. Enfin , en fuyant de votre  
 » patrie , voudriez-vous vous venger ? mais de  
 » qui ? de vos concitoyens ! & parce qu'ils ont  
 » découvert des titres , qui les déclarent vos fre-  
 » res , vous voulez punir votre famille & vous-  
 » mêmes ! Ah ! quittez , quittez des étrangers qui  
 » ne voient dans votre fuite , ni le courage qu'on  
 » admire , ni la justice qu'on estime , ni la persé-  
 » cution qu'on plaint , & que vous n'intéressez  
 » enfin que par les richesses que vous leur appor-  
 » tez , ou par le mal que vous nous faites : revenez  
 » & rendez à la France ses enfans , à vos conci-  
 » toyens leurs freres & leurs amis. »

J'aurois dû peut-être renfermer dans mon ame  
 ces sentimens qui l'oppressent depuis deux mois ;  
 deux mois , dont les momens valoient des  
 siècles ; deux mois , que le trésor de la provi-  
 dence sembloit avoir mis en réserve pour payer  
 tout-à-la-fois à la Nation Française huit siècles  
 de malheurs.

Mais , je l'avoue , convaincu , tourmenté de



cette idée , que le salut de ma patrie étoit tout entier dans l'établissement des municipalités , & de ces corps intermédiaires , entre le peuple & les deux puissances , je me suis dit aujourd'hui , en songeant à la dignité de l'Assemblée Nationale , si quelque chose peut payer la liberté que mes concitoyens veulent me donner , n'est-ce pas la vérité qu'ils veulent entendre ? Pour prix de leurs travaux , de leurs périls , de leurs bienfaits , un honnête homme , un bon citoyen , ira-t-il leur offrir des flatteries & des mensonges , ou ce qu'il croit utile & vrai ? Il peut se tromper : oui , sans doute ; mais aussi , qui peut demander grâce pour ses erreurs ? & qui ne peut en récompense réclamer justice pour ses intentions ? Certes le plus noble hommage qu'un Français puisse offrir à ses Représentans , pour leurs décrets en faveur de la liberté , c'est d'en user , au risque même de leur déplaire , dans l'intention de servir avec eux sa patrie ; j'ose donc le répéter avec douleur & conviction ! je crois que la constitution des Assemblées Provinciales & Municipales auroit sauvé l'Etat , il y a six semaines , & je crois qu'elle seule peut le sauver encore , si ce salut est possible.

---

SUITE DES RÉFLEXIONS

*Sur les avantages de ce plan.*

---

*De la nécessité du patriotisme & des mœurs ;  
de leur rétablissement : aperçu sur le système  
militaire & le système économique.*

**A**PRÈS la facilité & la promptitude dans l'établissement de toutes nos assemblées politiques , le plus grand avantage qu'on trouveroit dans ce plan , seroit de conserver toutes les Provinces , & toutes les parties de chaque Province , telles qu'elles sont aujourd'hui ; elles ne seroient point exposées à des morcellemens , des divisions & des mélanges qui les désoleroient ; cette entreprise pourroit même exciter des résistances fâcheuses dans tous les temps , mais mortelles pour l'état présent : ne perdons point de vue que dans ce moment d'échauffement , tout est extrême dans les esprits ; ce qui n'est point acclamation est murmure , & bientôt ce qui est murmure peut devenir révolte.

Dans toutes les révolutions , dans tous les grands changemens politiques , c'est un grand

art de favoir bien discerner ce qu'il est utile de conserver & de rejeter ; c'est un grand art de favoir mêler & fondre dans l'ordre nouveau , non-seulement tout ce qui étoit bon , mais encore tout ce qui plaïsoit au peuple dans l'ordre ancien , & de rejeter en même-temps parmi ces anciennes institutions , tout ce que la Nation haïssoit , avec plus de soin peut-être que ce qui lui nuisoit.

En suivant ces regles , qu'on veuille abolir , dans l'institution nouvelle de nos Tribunaux , jusqu'au nom de *parlement* , d'*enregistrement* , de *remontrances* , d'*arrêt* , de *reglement* , de *tiers-Etat* , &c. & tant d'autres , qui signifiant des choses bonnes ou indifférentes en elles-mêmes , s'étoient insensiblement liés & comme incorporés aux abus de tous les pouvoirs ; je le conçois , & peut-être ce changement tout indifférent qu'il paroît , fera-t-il très-sage.

Mais il n'en est pas ainsi de la division des Provinces dans le Royaume , & même des districts dans les Provinces : cette institution est chère aux habitudes du peuple , à ses préjugés , à ses passions ; c'est l'unique & foible lien par lequel il tient encore à la France , à la patrie générale : ce nom de la Province , le langage qu'on



y parle , les mœurs , le costume , l'espèce même des divertissemens , le genre de nourriture , tout les unit entr'eux & les sépare de leurs voisins.

Oui , c'est de l'attachement qu'on remarque encore aux Français pour leurs Provinces ; c'est de l'antique préjugé pour leur antique patrie , que j'espérois la plus grande ressource de l'Etat dans sa ruine menaçante : ce sentiment est un reste du feu sacré de l'amour de la patrie , éteint dans presque tous les cœurs ; & c'est là , c'est à ce foyer qu'il faut chercher l'aliment qui peut ranimer & nourrir ce feu , qui est l'ame d'un Etat.

Je n'entends parler que de *finance* & de *liberté* ; comme si ces deux choses avoient quelque rapport ; comme si ces deux choses n'étoient pas même en quelque sorte incompatibles.

Ne parlera-t-on jamais du vrai patriotisme & des mœurs publiques ? S'est-on flatté que des lois seules , & ce qu'on appelle *une constitution* ; puissent donner & conserver la liberté à vingt-quatre millions d'hommes , esclaves d'un Roi par l'habitude de la foiblesse , & ce qui est bien pire , esclaves d'eux-mêmes par l'habitude des vices ?

Quand

Quand on a fait des lois politiques , on se figure qu'on a tout fait pour la liberté de l'Etat ; & quand on a expédié des lois civiles & criminelles , on croit avoir accompli l'ouvrage du bonheur des hommes.

Hélas ! dans ce fameux problème de la sagesse & du bonheur de l'homme , problème insoluble , même dans l'état de nature , peut-être l'institution de l'état civil n'a-t-elle rien fait que le compliquer , au lieu de le résoudre ? Les vrais Législateurs ont enfin reconnu qu'on ne pouvoit rendre un Gouvernement sage & heureux , que par les seuls moyens capables de rendre chaque individu heureux & sage.

Ils ont compris , qu'un peuple n'étoit pas plus docile aux lois de ses Législateurs qu'un homme à celles de sa raison , & que pour assurer le bonheur d'une nation entière , comme celui d'un seul homme , il falloit recourir à quelqu'autre principe , antérieur & supérieur , aux principes même de la raison & des lois.

Ils ont vu que ce principe si nécessaire , n'étoit rien que l'habitude même ; l'habitude , la première règle de toute éducation , & la source de toutes les mœurs ; l'habitude , qui par le simple artifice des sensations répétées , accoutume au joug la

nation la plus intraitable , ainsi que l'homme le plus impétueux , & leur impose également les devoirs de la raison , comme un plaisir de leur instinct.

Faisons des lois , puisqu'enfin les hommes en veulent , comme un asile pour se sauver d'eux-mêmes ; mais un asile est-il donc l'innocence ? Ah ! faisons ces lois qu'ils jugent si nécessaires ; mais en même-temps , formons les mœurs qui peuvent rendre ces lois même superflues.

Ces hommes demandent aujourd'hui des lois pour les garder , comme s'ils étoient des enfans ; & quand ils auront des mœurs , ces lois même leur paroîtront des enfans qu'ils doivent garder , parce qu'ils sont des hommes.

Non , non , c'est un présage infaillible , écrit d'avance dans toutes les histoires , gravé dans le cœur humain ; tant que ce malheureux Empire sera travaillé de ce mal intérieur , qu'on appelle *finance* (1) , tant que la liberté ne sera pas le pré-

---

(1) Les idées qui suivent , bonnes ou mauvaises , ont été déjà publiées dans un petit ouvrage , à qui , ni sa nature , ni les circonstances n'ont gueres permis de se répandre.



mier plaisir , & la patrie la première richesse ; tant que l'avarice enfin & la cupidité souilleront nos mœurs , on n'aura rien fait , & ces vices feront périr toute constitution , que ne les fera pas périr eux-mêmes.

Le besoin universel d'argent , qui a rendu cette révolution nécessaire , fera la même cause qui la rendra tout-à-fait inutile : ce vice , dont tous les cœurs sont infectés , est un ver rongeur , qui piquera les racines de toute constitution possible ; & la nôtre , fût-elle un chêne , après quelques orages , on la verra tomber.

Mais par quel art , par quel prodige ramener le patriotisme & les mœurs dans un Empire immense , perdu depuis quatre cents ans de corruption & de vices ? Voulez-vous le savoir ? Vos Rois vous l'apprendront : considérez comment ils ont ruiné vos mœurs & votre liberté , & vous verrez comment vous pourrez les rétablir tous deux : marchez en sens contraire ; & comme ils sont arrivés au despotisme d'un seul , vous arriverez à la liberté de tous.

Ce n'est point en corrompant vos lois , mais en corrompant vos cœurs qu'ils vous ont subjugués ; ces lois ne sont que des satellites , les vices seuls sont des chaînes ; & considérez bien comment

vous les avez reçus ; c'est en mêlant , en confondant , en brouillant ensemble , pour ainsi dire , les Provinces pour les ramener toutes à la capitale , en ramenant toute la capitale à la Cour , & toute la Cour à un seul homme ; en un mot , tout l'art du despotisme consiste à changer l'union des citoyens en agrégation d'individus , à concentrer chacun en soi-même , en le jetant dans la foule des autres , à séparer les ames , si je puis ainsi dire , en amoncelant les corps ; son art est de faire oublier aux hommes leurs familles , leurs amis , leurs concitoyens , leur patrie , dans les grandes villes , où l'on oublie tout , jusqu'à soi-même , où nul n'étant lié fortement avec ses semblables , tous sont facilement enchaînés par un maître , où chacun enfin est forcé de chercher dans la servitude les secours & la sécurité qu'il ne peut pas plus espérer des autres qu'ils ne l'attendent de lui-même.

En voyant comment le despotisme a corrompu ses sujets , ne voyez-vous pas comment vous devez former des citoyens ? Et l'artifice de la tyrannie n'enseigne-t-il pas l'art de la liberté ? replacer les hommes & les richesses , les distribuer également sur le territoire , arracher enfin Paris de la Cour , & la France de Paris ; ramener tous les citoyens de la capitale à leur Province , de leur Province à

leur communauté , de leur communauté à leur famille ; voilà tout l'art de devenir & de rester libre en France ; cet art est simple , mais il est sûr.

En vain nos bouches parleront de patriotisme , tandis que nos cœurs les démentent ; cette passion ne peut naître que de de la connoissance même de tous ses concitoyens , & de la facilité des secours mutuels qu'on en reçoit , ou qu'on en espere chaque jour.

Mais dans un grand Etat , où les hommes , sous le nom de concitoyens , ne sont en effet que des étrangers inconnus les uns aux autres , l'amour de la patrie est presque toujours un sentiment chimérique ; & cette plante , si vigoureuse dans un sol resserré , à l'abri des montagnes , ou renfermée dans une isle , ne prospere dans une vaste étendue qu'à l'aide de la culture la plus industrieuse.

On ne peut aimer qui l'on ne connoît pas , & qui ne peut nous servir à rien : quelle passion commune de patriotisme pourra faire du Provençal le plus ardent ami du Breton ? n'ayant ni le même langage , ni le même caractère , ni la même figure , ni le même climat , que sont-ils l'un à l'au-



tre ? Ah ! l'amour de la patrie n'est pas une vertu qui voyage.

En réfléchissant sur cette extrême difficulté ; en réfléchissant encore plus sur la distribution des parties de la France , sur le caractère distinctif de leurs habitans , sur les préjugés , les coutumes , & tant de liens particuliers qui les attachent à leur Province ; en songeant aussi aux sentimens assez vifs des rivalités établies de Province à Province , depuis les temps les plus éloignés , on conviendra , je crois , que pour opérer ce grand œuvre de la restauration du patriotisme & des mœurs , les deux seuls moyens peut-être qu'on puisse avec quelque succès employer en France aujourd'hui , sont de resserrer encore plus le patriotisme dans chaque Province , & d'entendre en même-temps l'émulation de chacune dans l'Etat entier.

Au lieu de songer à refaire des Français , attachez-vous d'abord à consolider des Bretons , des Dauphinois , des Provençaux , &c. ; mais pour le succès de ce dessein n'attendez rien des conseils de la raison , ni même des ordres directs de vos lois : les passions seules peuvent contenir les passions ; voilà tout le pouvoir de la morale : c'est celui d'arrêter les passions

dangereuses , par la force des passions utiles ; jamais vous ne guérerez les Français de la vanité personnelle , que par l'orgueil national , ni de l'avarice que par l'ambition , ni de l'indifférence pour leur patrie , que par le désir même d'y dominer ; ne leur offrez d'abord de distinction , que dans les petites villes , & vous les verrez déserter les grandes. Si dans notre nouvelle constitution on établissoit seulement cette règle de n'accorder à l'avenir aucune place dans les administrations municipales , dans les Etats provinciaux , & dans les assemblées nationales , qu'aux citoyens qui ont résidé au moins dix ans dans leur patrie ; il ne faudroit peut-être que ce règlement si simple , pour miner par l'ambition les grandes villes & la cupidité qu'elles fomentent.

Joignez à cette loi si sage , la nécessité plus sage encore , d'être pere de famille , pour obtenir une place quelconque dans le Gouvernement : en même-temps resserrez le ressort de l'honneur , ou plutôt ouvrez un grand trésor dans les cœurs ; instituez des récompenses d'estime ; variez-les par leur objet , par leurs degrés ; distribuez-les sur-tout au gré de l'opinion publique : enfin voulez-vous doubler , centupler la force du patriotisme en le resserrant

dans chaque Province , que chacune établisse des signes d'estime , des croix , des rubans , qui soient propres à chacunes ; qu'il ne soit plus possible de confondre l'homme de mérite récompensé par la Normandie , & celui que le Languedoc a honoré : ces objets , d'une ambition particulière , exciteront dans tous les citoyens un patriotisme séparé , & tel à-peu-près que dans les plus petites Républiques : le sentiment pour la patrie commune , loin de s'affoiblir en eux par l'attachement à ces patries particulières , y puiseroit des forces , en se repliant sans cesse vers la Province qui les attache à la France.

Mais s'il faut resserrer le patriotisme de la France aux Provinces , & des Provinces aux Communautés , on doit faire agir l'émulation en sens contraire : l'émulation qui est un principe admirable pour tous les hommes , sera prodigieux pour des Français ; mettez l'effigie de l'honneur à la cîme d'un roc escarpé , & les Français le graviront.

C'est en faisant rivaliser les Communautés de chaque Province , dans leurs Etats provinciaux ; c'est en comparant , en jugeant l'administration de chacune ; c'est en proclamant & récompensant par l'honneur , dans le sein de ces Etats , la Com-



munauté qui aura fait le plus de bien à ses citoyens , qu'on animera ce feu de l'émulation qui vivifie la nature morale , comme le feu naturel est l'ame de la nature physique.

Oui , je soutiens que si dans toutes les Provinces on publioit chaque année un tableau de tout ce qui s'est fait dans chaque district d'important au bien public : si l'on pouvoit comparer & juger dans lequel la population s'est le plus accrue , le nombre des procès a le plus diminué , l'agriculture a été la plus favorisée , les finances mieux gouvernées , les milices mieux disciplinées , les actions vertueuses plus fréquentes ; si ce tableau étoit sur-tout terminé par un jugement bien motivé rendu solennellement dans les Etats de la Province , sur la préférence honorablement accordée au district le plus vigilant & le plus sage ; si cette préférence étoit marquée pour toute une année , par quelque distinction qui pût animer cette Communauté à faire encore mieux , & les autres à faire aussi bien ; si tout cela se faisoit , l'Etat auroit un ressort capable d'animer toutes ses parties d'une vie heureuse & durable.

Je n'ai pas besoin de dire que dans les Assemblées Nationales on pourroit juger les Provinces , comme dans les Assemblées Provinciales on au-

roit jugé les simples Municipalités ; quoi qu'il en soit , fans entrer dans des détails minutieux , de tels moyens pris dans le cœur humain & dans le caractère national , dirigés avec équité , conduiroient tous les citoyens de ce vaste Royaume au bien public , par une marche vigoureuse , progressive , & bien soutenue.

Notre système militaire , le système économique de nos contributions , pourroient être fans efforts institués & dirigés sur le même plan , & toutes nos ressources se tireroient du même principe : le patriotisme & l'émulation.

Ne nous laissons plus éblouir par tous ces projets d'une tactique & d'une discipline qui ne convient pas plus peut-être à la gloire de nos soldats qu'à la liberté de la Nation.

On nous parle de la nécessité des troupes réglées : oui sans doute , les troupes doivent être assez bien réglées pour être citoyennes ; & la véritable règle , est de tâcher d'accorder dans le soldat ce qui paroît maintenant si contraire ; l'amour de la Patrie , & la profession militaire.

Laissons dire ceux qui , nous menaçant de guerre & même d'invasion , nous proposent de nous ruiner pour mieux nous défendre , & d'as-

subjettir l'Etat entier, pour garantir quelque Province.

N'avions-nous pas des troupes réglées quand le Prince Eugene étoit sur le point de venir insulte le superbe Louis XIV à Paris ? n'en avions-nous pas, & n'avions-nous pas même Maurice de Saxe, quand la victoire de Fontenoi arrêta seule les ennemis de nos frontieres ? nous manquoit-il de troupes réglées à Rosbach, à Crevelt, à Minden ? A quoi donc jusqu'à présent nous a servi notre système militaire ? N'est-il pas évident qu'il ne vaut rien en lui-même, & que malgré lui & nos héros à six fols par jour, nous serons toujours la proie & le jouet de nos ennemis, toutes les fois qu'il s'élèvera parmi eux un homme supérieur & capable de perfectionner tout-à-coup l'art que nous imitons avec servitude ? Alors nous reverrons Rosbach, Crevelt & Minden. Que devons-nous donc en conclure ? Qu'il faut enfin donner à notre système militaire un appui plus durable qu'une tactique encore incertaine dans ses principes & dans ses applications ; & cet appui, ce sont les passions d'où naissent le courage, c'est l'amour de l'honneur & de la patrie. Quelqu'un a dit que la discipline n'est que l'art d'inspirer aux soldats plus de peur de leurs officiers.



que de leurs ennemis ; mais jamais cette peur ne vaudra le vrai courage d'un foldat , animé par l'amour vif de la patrie ; les paffions dont les foldats font pénétrés ne contribuent pas moins au gain des batailles que l'ordre dans lequel ils combattent , & l'art d'inspirer ces paffions contagieufes vaudroit bien peut-être le meilleur traité de tactique.

Il femble que , dans notre ancien fyftême militaire , nous ayons entrevu les vrais moyens de trouver cette efpece de pierre philofophale du foldat citoyen : confidérez , en effet , la diftribution de nos troupes ; ne font-elles pas divifées en différens corps affectés à toutes les Provinces ? N'avons-nous pas les régimens de Normandie , de Bretagne , de Languedoc , &c. ? Réalifons ce qui n'eft qu'un mot dans notre fyftême militaire ; & , ce qui ne nous arrive prefque jamais , faifons enfin ce que nous difons : que chaque Province ait une légion , compofée de foldats & d'officiers , uniquement choifis parmi fes propres habitans : poussez même l'attention , jufques à former chaque divifion de ces légions des habitans de chaque diftrict de la Province : que ces corps foient foldés , entretenus & recrutés par la Province , par le diftrict qui leur fert , pour ainfi dire , de mere & de

berceau : qu'ils aient tous non-seulement leur uniforme , leurs drapeaux , mais des décorations , des récompenses militaires qui les distinguent entr'eux : qu'on ne puisse jamais confondre les militaires des différentes Provinces , & j'ose vous répondre que l'émulation de l'honneur , se joignant de Province à Province au patriotisme général qu'inspirera le nom Français , vous aurez de soldats à la fois courageux , disciplinés & citoyens , des soldats d'autant plus redoutables aux autres que vous ne les redouterez jamais vous-mêmes.

Sur le même plan , mais non peut-être avec la même facilité , pourroit s'ordonner notre système économique. Le malheur , en matière de finance , est que le désordre perpétue le désordre ; les abus y font tout-à-la-fois effet & cause ; & ce qui fait qu'un Etat est très-obéré , l'empêche aussi de cesser de l'être : il arrive enfin que plus l'économie est nécessaire , plus elle est difficile ; comme la vertu dans un particulier suppose un bon naturel , l'économie dans un grand Etat y suppose l'aissance de tous les citoyens : la France est bien loin de ce terme , & je ne sais quand elle y parviendra ; mais j'ose dire , que si jamais les finances cessent d'être une machine aussi vaste que ruineuse , ce sera dans l'heureux moment où chaque Province , uniquement obligée à verser au trésor public la portion

de subside dont elle est chargée, sera libre de l'imposer sur ses habitans, & de le percevoir sur le plan qu'elle jugera le plus convenable à ses intérêts : c'est alors que l'émulation d'économie, de vigilance & de lumieres, pourra se former de district à district & de Province à Province : c'est alors que dans les Etats des Provinces, on distinguera, on récompensera, par l'honneur & la louange publique, la commune qui aura le mieux su ménager & respecter la fortune de ses enfans : les Etats-Généraux jugeront de même l'économie des diverses Provinces ; les tableaux de comparaison éclaireront tout le Royaume, & nourriront le patriotisme & les lumieres, en animant par-tout l'émulation de mieux faire.

Ce n'est point, comme l'a dit Montesquieu, en séparant l'amour de la patrie de l'honneur, qu'on gouvernera heureusement cette vaste Monarchie, mais en fortifiant sans cesse l'un de ces sentimens par l'autre : & l'art fort simple de faire rivaliser & d'opposer, pour ainsi dire, les parties de l'Etat, fera le plus grand art peut-être de resserrer ces parties entr'elles.

Toutes ces idées sur le patriotisme, les mœurs, l'inutilité, & même le danger du ressort si vanté de l'argent, étoient, il y a très-peu de temps, renvoyées avec dérision à la République de Pla-



ton ; mais heureusement de nos jours , le bon Rousseau & le sévère Mably nous ont un peu accoutumés à elles.

On commence enfin à se douter que la plus grande Nation n'étant après tout composée que d'individus , il n'étoit pas tout-à-fait inutile de diriger les lois du bonheur des hommes sur les regles du bien-être de l'homme. Notre propre expérience , & l'histoire qui nous apprend l'expérience des autres , nous font enfin soupçonner qu'une nation ne gagne pas plus à tourmenter ses voisins , qu'un citoyen à chicaner les siens ; bientôt peut-être , nous irons jusqu'à concevoir que de grandes flottes , allant acheter ou conquérir dans les deux Indes , ne sont pas plus essentielles à la véritable prospérité d'une Nation qui possède déjà le nécessaire , & même une partie du superflu , qu'un seul vaisseau voguant pour enrichir un négociant n'est un instrument nécessaire à son bonheur. On reconnoitra , j'ose l'espérer , que la politique de se ruiner d'abord par la guerre , afin de s'enrichir ensuite par le commerce , n'est pas la plus admirable politique.

On sentira , après tant de fautes & de malheurs , qu'il faut laisser développer insensiblement & d'elles-mêmes , les forces naturelles d'un Etat bien constitué , comme on laisse développer sans les gêner ni les presser , les forces & les facultés d'un

enfant bien organisé ; qu'enfin la plupart de nos lois & de nos institutions ont produit jusqu'à présent, dans nos sociétés Européennes, l'effet de ces corps de fer & de baleine, qui corrompoient la forme humaine, dans l'objet de la contenir & de la réformer.

*O sua si bona norint.*

**EXPLICATION**

## E X P L I C A T I O N

## N É C E S S A I R E.

**I**L m'a semblé nécessaire d'éclaircir quelques difficultés qui peuvent se présenter sur ce plan de représentation nationale : il est fondé, comme on l'a vu, sur deux proportions.

La première est celle du territoire, de la population & de la richesse.

La seconde est la proportion entre les classes des propriétaires, des négocians & des artistes ou artisans.

Mais comme ces deux proportions ne sont pas les mêmes, & qu'elles ne sont point établies sur les mêmes différences, les nombres qui résulteront de la première, pourroient très-souvent ne pas s'accorder avec les nombres qu'exigeroit la seconde.

Pour résoudre ces difficultés, il faut d'abord observer, que la première proportion est variable par sa nature même ; & cela est si vrai,



qu'on n'a voulu établir la proportion de 3, 2 & 1, entre l'étendue, la population & la richesse, qu'afin de les rapprocher insensiblement, autant qu'il sera possible, de la proportion 2, 2 & 1, c'est-à-dire, de l'égalité, parce qu'entre ces quantités, l'inégalité suppose presque toujours un vice politique.

Il n'en est pas de même de la proportion entre les classes des citoyens ; elle est fixe par sa nature même ; & dans un Etat agricole, tel que la France, il sera toujours vrai que les propriétaires doivent obtenir la moitié du poids, dans la balance nationale, & que les négocians & les artistes ou artisans ensemble, doivent pouvoir faire équilibre aux propriétaires, & pouvoir en même-temps se faire équilibre entr'eux.

La conséquence à tirer de cette observation, c'est que dans les difficultés qui se présenteroient sur les différens nombres exigés par les deux proportions, la première doit toujours céder à la seconde ; mais il est aisé de voir en même-temps qu'en ajoutant un, deux ou trois Députés au plus, il sera facile d'accorder ces nombres ensemble.

Supposons , par exemple , que la proportion de l'étendue , de la population & de la richesse , détermine 17 Députés pour une Province , & 22 pour une autre ; il est clair que dans la division de ces nombres , on ne sauroit trouver la proportion entre les classes.

Mais dans ces cas , il suffiroit d'élever les 17 Députés jusqu'à 20 , & les 22 jusqu'à 24. Alors on aura d'un côté 10 Députés pour les propriétaires , 5 pour le commerce , & 5 pour les arts & sciences : & de l'autre , on auroit 12 Députés pour l'agriculture , 6 pour le commerce , & 6 pour les arts , &c.

Ceci présente encore une difficulté ; comment diviseroit-on , par exemple , ces 5 Députés pour le commerce , & ces 5 autres pour les arts ?

Dans les cas pareils , il me semble que lorsqu'il s'agira de diviser un nombre de Députés impair entre les propriétaires , le plus grand doit être affecté aux petits propriétaires ; mais s'il s'agissoit de diviser un tel nombre entre des négocians en gros , & des marchands en détail , ou bien entre des

artistes & des artisans , le plus grand nombre alors devrait être accordé aux négocians en gros , contre les marchands en détail , & aux artistes contre les artisans.

La raison de cette différence est , que les petits propriétaires devoient être préférés , comme plus utiles , & les négocians en gros , ainsi que les artistes , doivent l'être , comme plus éclairés.

Ces solutions peuvent s'appliquer aux difficultés qui surviendroient dans la formation des assemblées Provinciales.

Si la proportion du territoire , de la population & de la richesse des districts d'une Province , porte le nombre des membres de son assemblée à 210 Députés , élevez-les à 212 , afin d'avoir dans votre assemblée Provinciale 106 Députés agricoles , 53 pour le commerce , & 53 pour les arts.

La première proportion n'accorde-t-elle à un district que 6 Députés ? Portez ce nombre à 8 , & il enverra 4 Députés pour les propriétaires , 2 pour le commerce , & 2 pour les arts.



*Un autre district est-il fixé à 9 Députés par son étendue , sa population & sa richesse ? Elevez ce nombre à 12 ; 6 à raison de l'agriculture , 3 pour le commerce , & 3 pour les arts , & ainsi de suite.*

*On pourroit dans les assemblées élémentaires des chefs de famille , établir facilement une règle pareille.*

*Depuis 300 votans jusqu'à 600 , elles nommeront 4 Députés pour l'assemblée de district , 2 propriétaires , un commerçant , & un artiste ou artisan.*

*Depuis 600 votans jusqu'à 1200 , elles nommeront 8 Députés , 4 propriétaires , 2 commerçans , un artiste & un artisan , &c. &c.*

*Je n'en dirai pas davantage ; je crois que ces principes de solution peuvent suffire pour le plus grand nombre de cas ; en se souvenant toujours , que la proportion des classes doit être invariable , mais que les autres peuvent changer , & qu'enfin dans toutes ces matieres la plus grande perfection n'est jamais qu'une simple approximation du juste & du vrai.*

1824  
The first of the year was a very cold one  
and the weather was very disagreeable  
the wind was very strong and the rain  
was very much increased.

The second of the year was a very warm one  
and the weather was very pleasant  
the wind was very light and the rain  
was very much decreased.

The third of the year was a very cold one  
and the weather was very disagreeable  
the wind was very strong and the rain  
was very much increased.

The fourth of the year was a very warm one  
and the weather was very pleasant  
the wind was very light and the rain  
was very much decreased.





